

Section financière

RAPPORT DE GESTION

Société financière IGM Inc.

- 17 Sommaire des résultats opérationnels consolidés

Groupe Investors

- 25 Revue des activités
32 Revue des résultats opérationnels par secteur

Mackenzie

- 37 Revue des activités
43 Revue des résultats opérationnels par secteur

Activités internes et autres

- 46 Revue des résultats opérationnels par secteur

Société financière IGM Inc.

- 47 Situation financière consolidée
50 Situation de trésorerie et sources de financement consolidées
55 Gestion des risques
64 Perspectives
66 Estimations et méthodes comptables critiques
71 Contrôles et procédures de communication de l'information
71 Contrôle interne à l'égard de l'information financière
72 Autres renseignements

REVUE FINANCIÈRE

États financiers consolidés

- 74 Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière et rapport de l'auditeur indépendant
76 États financiers consolidés
81 Notes annexes

Données supplémentaires

- 118 Données trimestrielles
119 Rétrospective sur dix ans

Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats opérationnels et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») aux 31 décembre 2013 et 2012 et pour les exercices clos à ces dates, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 décembre 2013 et pour l'exercice clos à cette date est daté du 14 février 2014.

Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers consolidés de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers consolidés).

Principaux détenteurs d'actions avec droit de vote

Au 31 décembre 2013, la Corporation Financière Power (la « CFP ») et Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), une filiale de la Corporation Financière Power, détenaient, directement ou indirectement, 58,6 % et 3,7 %, respectivement, des actions ordinaires en circulation de la Société financière IGM.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats opérationnels de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces

facteurs et hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des objectifs et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, le rendement et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques

opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste ci-dessus ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes des activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatifs sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles à www.sedar.com.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS ET MESURES ADDITIONNELLES DÉFINIES PAR LES IFRS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure additionnelle conforme aux IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- Le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires.
- Les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats opérationnels d'une période à l'autre.

Le « bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice opérationnel dilué par action » (le « BPA ») et le « rendement opérationnel des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » sont des mesures financières non définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement

comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant intérêts et impôt » (le « BAIL »), « le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements » (le « BAIIA ») et « le bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissements » (le « BAIIA ajusté ») sont également des mesures additionnelles non définies par les IFRS. Le BAIL, le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures de rechange de la performance utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Le BAIIA est une mesure utilisée couramment dans le secteur de la gestion d'actifs pour évaluer la rentabilité avant l'incidence de différentes mesures de financement, de l'impôt sur le résultat et de l'amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles. Les autres éléments non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats opérationnels d'une période à l'autre sont ensuite exclus pour obtenir le BAIIA ajusté. Ces mesures financières non définies

par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées », le « bénéfice net lié aux activités poursuivies » et le « bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires » sont des mesures additionnelles définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures sont considérées comme des mesures supplémentaires définies par les IFRS puisqu'elles s'ajoutent aux postes minimums requis par les IFRS et qu'elles sont pertinentes pour comprendre la performance financière de l'entité.

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non définies par les IFRS et des résultats présentés conformément aux IFRS, présentés dans les tableaux 1 et 2.

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats opérationnels consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de services financiers de premier plan au Canada. Les principales entreprises de la Société, le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, exercent leurs activités de façon distincte principalement au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 31 décembre 2013, le total de l'actif géré se chiffrait à 131,8 G\$, le plus haut niveau de fin d'exercice de l'histoire de la Société, comparativement à 120,7 G\$ au 31 décembre 2012. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 126,1 G\$, comparativement à 119,9 G\$ en 2012.

Le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'est établi à 763,5 M\$, ou 3,02 \$ par action, comparativement à un bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires de 746,4 M\$, ou 2,92 \$ par action, en 2012.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'est établi à 761,9 M\$, ou 3,02 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 758,8 M\$, ou 2,97 \$ par action, en 2012.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les autres éléments de 1,6 M\$ correspondent à une charge nette comprenant ce qui suit :

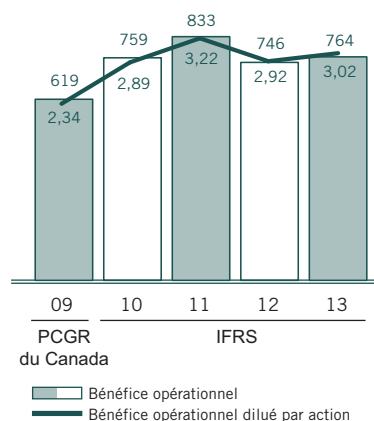
- Une charge de 10,6 M\$ après impôt constatée au quatrième trimestre liée à la restructuration et à d'autres charges.
- Un profit de 9,0 M\$ après impôt, constaté au quatrième trimestre, représentant la quote-part de la variation nette de la provision liée à des litiges de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, les autres éléments de 12,4 M\$ correspondent à un profit net qui comprend ce qui suit :

- Une variation favorable de 24,4 M\$, constatée au quatrième trimestre, de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus.
- Une charge après impôt de 5,6 M\$, constatée au quatrième trimestre, représentant la quote-part de la variation nette de la provision liée à des litiges de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.
- Une charge d'impôt sans effet de trésorerie de 6,4 M\$, constatée au deuxième trimestre, résultant de l'augmentation du taux d'imposition des sociétés de l'Ontario et de son incidence sur les passifs d'impôt différé liés aux immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée qui découlent des acquisitions d'entreprises réalisées antérieurement. Il n'est pas prévu que les passifs d'impôt différé deviennent payables, puisque la Société n'a aucune intention de céder ces actifs.

Bénéfice opérationnel et bénéfice opérationnel par action

Pour les exercices
(en M\$, sauf les montants par action)



2009 exclut le bénéfice net lié aux activités abandonnées, une charge sans effet de trésorerie liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente, une économie d'impôt sans effet de trésorerie et une prime versée au rachat des actions privilégiées.

2010 exclut le bénéfice net lié aux activités abandonnées, les éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS et la quote-part de la provision supplémentaire liée à des litiges de la société affiliée.

2011 exclut le bénéfice net lié aux activités abandonnées et la quote-part de l'avantage lié à la variation des provisions liées à des litiges de la société affiliée.

2012 exclut une réduction de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus, la quote-part de la charge au titre de la variation de la provision liée à des litiges de la société affiliée et une charge d'impôt sans effet de trésorerie.

2013 exclut une charge après impôt liée à la restructuration et d'autres charges, ainsi que la quote-part de l'avantage découlant de la variation des provisions liées à des litiges de la société affiliée.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 4,7 G\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 4,4 G\$ au 31 décembre 2012. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires fondé sur le bénéfice opérationnel pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, établi à 17,3 %, est demeuré inchangé par rapport à 2012. Le dividende trimestriel par action ordinaire s'est établi à 53,75 cents en 2013, soit le même montant qu'à la fin de 2012.

SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM, qui reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière, sont les suivants :

- le Groupe Investors
- Mackenzie
- les Activités internes et autres

TABLEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

(en M\$)	2013		2012	
	BÉNÉFICE	BPA ¹	BÉNÉFICE	BPA ¹
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	763,5 \$	3,02 \$	746,4 \$	2,92 \$
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	(10,6)	(0,04)	-	-
Quote-part de la provision de la société affiliée	9,0	0,04	(5,6)	(0,02)
Réduction de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus	-	-	24,4	0,10
Charge d'impôt hors trésorerie	-	-	(6,4)	(0,03)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	761,9 \$	3,02 \$	758,8 \$	2,97 \$
BAIIA ajusté – mesure non définie par les IFRS	1 357,1 \$		1 360,1 \$	
Quote-part de la provision de la société affiliée	9,0		(5,6)	
Charges de restructuration et autres charges	(14,6)		-	
BAIIA – mesure non définie par les IFRS	1 351,5		1 354,5	
Amortissement des commissions	(245,1)		(266,2)	
Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles et autres	(32,8)		(38,0)	
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(92,2)		(92,2)	
Bénéfice avant impôt sur le résultat	981,4		958,1	
Impôt sur le résultat	(210,7)		(190,5)	
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(8,8)		(8,8)	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	761,9 \$		758,8 \$	

1. Bénéfice dilué par action.

La direction mesure et évalue le rendement de ces secteurs en fonction du BAII, comme il est indiqué au tableau 2. Les résultats opérationnels par secteur sont présentés de façon distincte dans les rubriques « Revue des résultats opérationnels par secteur » du rapport de gestion.

Certains postes figurant au tableau 2 ne sont pas attribués aux secteurs :

- *Charges d'intérêts* – Représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme.
- *Charges de restructuration et autres charges en 2013* –
Comprennent :
 - Les charges liées à l'examen stratégique des activités courantes effectué par Mackenzie au quatrième trimestre, essentiellement les coûts des indemnités de départ et d'autre nature.
 - Les coûts de transaction et autres coûts liés à l'acquisition d'Independent Planning Group Inc. et de ses filiales par Investment Planning Counsel.
- *Quote-part de la provision de la société affiliée* – Représente la variation des provisions liées à des litiges comptabilisée par Lifeco. Au quatrième trimestre de 2013, Lifeco a constaté des variations nettes à l'égard des provisions liées à des litiges, et la quote-part de ces provisions revenant à la Société, après impôt, était

un profit de 9,0 M\$. Au quatrième trimestre de 2012, Lifeco a constaté des variations nettes à l'égard des provisions liées à des litiges, et la quote-part de ces provisions revenant à la Société, après impôt, était une charge de 5,6 M\$.

- *Impôt sur le résultat* – Les modifications apportées au taux d'imposition effectif sont présentées au tableau 3. Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice opérationnel est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.
- *Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles* – Représentent les dividendes déclarés à l'égard des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société.

TABLEAU 2 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR

(en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Produits								
Produits tirés des honoraires	1 552,5 \$	1 497,1 \$	779,6 \$	756,9 \$	181,1 \$	170,6 \$	2 513,2 \$	2 424,6 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	61,5	61,6	7,3	2,5	96,8	94,0	165,6	158,1
	1 614,0	1 558,7	786,9	759,4	277,9	264,6	2 678,8	2 582,7
Charges								
Commissions	494,6	488,5	271,7	259,6	119,8	110,2	886,1	858,3
Charges autres que les commissions	401,7	377,2	264,6	248,6	47,2	42,7	713,5	668,5
	896,3	865,7	536,3	508,2	167,0	152,9	1 599,6	1 526,8
Bénéfice avant intérêts et impôt	717,7 \$	693,0 \$	250,6 \$	251,2 \$	110,9 \$	111,7 \$	1 079,2	1 055,9
Charges d'intérêts							(92,2)	(92,2)
Charges de restructuration et autres charges							(14,6)	-
Quote-part de la provision de la société affiliée							9,0	(5,6)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							981,4	958,1
Impôt sur le résultat							210,7	190,5
Bénéfice net							770,7	767,6
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							8,8	8,8
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							761,9 \$	758,8 \$
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires¹							763,5 \$	746,4 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

TABLEAU 3 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

	TRIMESTRES CLOS LES			EXERCICES CLOS LES	
	31 DÉC. 2013	30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,53 %	26,60 %	26,52 %	26,57 %	26,53 %
Incidence des éléments suivants :					
Quote-part du résultat de la société affiliée	(2,24)	(2,48)	(2,44)	(2,32)	(2,17)
Consolidation de la perte ¹	(2,01)	(2,02)	(2,18)	(2,06)	(2,09)
Autres éléments	0,04	0,12	-	(0,48)	(0,67)
Taux d'imposition effectif – bénéfice opérationnel lié aux activités poursuivies	22,32	22,22	21,90	21,71	21,60
Réduction de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus	-	-	(10,51)	-	(2,55)
Incidence des hausses des taux d'imposition sur l'impôt sur le résultat différé lié aux immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée	-	-	-	-	0,67
Quote-part de la provision de la société affiliée	(0,95)	-	0,64	(0,25)	0,16
Taux d'imposition effectif – bénéfice net lié aux activités poursuivies	21,37 %	22,22 %	12,03 %	21,46 %	19,88 %

1. Pour plus de renseignements, se reporter à la section intitulée Transactions entre parties liées du présent rapport de gestion.

SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré s'établissait à 131,8 G\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 120,7 G\$ au 31 décembre 2012. Les tableaux 4 et 5 présentent les variations du total de l'actif géré.

Les variations de l'actif géré du Groupe Investors et de Mackenzie sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

TABLEAU 4 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2013 PAR RAPPORT AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2012

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ¹	
	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012
Fonds communs de placement								
Ventes brutes – marché monétaire	205,0 \$	153,4 \$	87,9 \$	94,1 \$	15,4 \$	13,9 \$	308,3 \$	261,4 \$
Ventes brutes – à long terme	1 489,1	1 264,2	1 931,3	1 756,1	131,3	84,3	3 548,2	3 089,5
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	1 694,1 \$	1 417,6 \$	2 019,2 \$	1 850,2 \$	146,7 \$	98,2 \$	3 856,5 \$	3 350,9 \$
Ventes nettes – marché monétaire	33,8 \$	(43,7) \$	(3,7) \$	(24,7) \$	8,3 \$	10,4 \$	38,4 \$	(58,0) \$
Ventes nettes – à long terme	25,5	(217,2)	11,7	(518,7)	17,3	(26,3)	56,6	(776,6)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	59,3 \$	(260,9) \$	8,0 \$	(543,4) \$	25,6 \$	(15,9) \$	95,0 \$	(834,6) \$
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes								
Ventes brutes	- \$	- \$	1 124,2 \$	991,8 \$	- \$	- \$	662,8 \$	712,4 \$
Ventes nettes	-	-	(920,4)	(461,1)	-	-	(1 050,3)	(479,7)
Données combinées								
Ventes brutes	1 694,1 \$	1 417,6 \$	3 143,4 \$	2 842,0 \$	146,7 \$	98,2 \$	4 519,3 \$	4 063,3 \$
Ventes nettes	59,3	(260,9)	(912,4)	(1 004,5)	25,6	(15,9)	(955,3)	(1 314,3)
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	59,3 \$	(260,9) \$	(912,4) \$	(1 004,5) \$	25,6 \$	(15,9) \$	(955,3) \$	(1 314,3) \$
Actifs acquis ²	-	-	-	-	44,8	-	44,8	-
Rendement du marché et produits	3 761,9	1 263,3	2 956,4	1 474,2	173,6	56,7	6 679,5	2 729,0
Variation nette de l'actif	3 821,2	1 002,4	2 044,0	469,7	244,0	40,8	5 769,0	1 414,7
Actif au début	64 433,5	59 592,1	63 271,2	61 007,7	3 162,0	2 908,8	126 007,5	119 278,8
Actif à la fin	68 254,7 \$	60 594,5 \$	65 315,2 \$	61 477,4 \$	3 406,0 \$	2 949,6 \$	131 776,5 \$	120 693,5 \$

1. Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 465 M\$ et de 128 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (295 M\$ et 33 M\$ en 2012).

Le total de l'actif géré exclut un montant de 5,2 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (4,3 G\$ au 31 décembre 2012).

2. Acquisition d'Independent Planning Group Inc. le 2 décembre 2013.

TABLEAU 5 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – 2013 PAR RAPPORT À 2012

EXERCICES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ¹	
	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012
Fonds communs de placement								
Ventes brutes – marché monétaire	706,0 \$	657,7 \$	382,6 \$	382,6 \$	49,0 \$	62,2 \$	1 137,6 \$	1 102,5 \$
Ventes brutes – à long terme	5 961,4	5 120,0	6 317,1	5 107,0	436,0	338,8	12 692,0	10 540,4
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	6 667,4 \$	5 777,7 \$	6 699,7 \$	5 489,6 \$	485,0 \$	401,0 \$	13 829,6 \$	11 642,9 \$
Ventes nettes – marché monétaire	64,6 \$	(73,0) \$	(43,6) \$	(99,1) \$	25,8 \$	44,4 \$	46,8 \$	(127,7) \$
Ventes nettes – à long terme	94,9	(650,7)	(443,6)	(1 874,7)	25,8	(68,8)	(333,9)	(2 614,8)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	159,5 \$	(723,7) \$	(487,2) \$	(1 973,8) \$	51,6 \$	(24,4) \$	(287,1) \$	(2 742,5) \$
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes								
Ventes brutes	- \$	- \$	5 663,0 \$	4 479,3 \$	- \$	- \$	4 109,4 \$	3 049,8 \$
Ventes nettes ²	-	-	(3 078,8)	(2 264,0)	-	-	(3 434,9)	(2 874,5)
Données combinées								
Ventes brutes	6 667,4 \$	5 777,7 \$	12 362,7 \$	9 968,9 \$	485,0 \$	401,0 \$	17 939,0 \$	14 692,7 \$
Ventes nettes ²	159,5	(723,7)	(3 566,0)	(4 237,8)	51,6	(24,4)	(3 722,0)	(5 617,0)
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes ²	159,5 \$	(723,7) \$	(3 566,0) \$	(4 237,8) \$	51,6 \$	(24,4) \$	(3 722,0) \$	(5 617,0) \$
Actifs acquis ³	-	-	-	-	44,8	-	44,8	-
Rendement du marché et produits	7 500,7	3 582,9	7 403,8	4 063,2	360,0	162,5	14 760,2	7 597,7
Variation nette de l'actif	7 660,2	2 859,2	3 837,8	(174,6)	456,4	138,1	11 083,0	1 980,7
Actif au début	60 594,5	57 735,3	61 477,4	61 652,0	2 949,6	2 811,5	120 693,5	118 712,8
Actif à la fin	68 254,7 \$	60 594,5 \$	65 315,2 \$	61 477,4 \$	3 406,0 \$	2 949,6 \$	131 776,5 \$	120 693,5 \$

1. Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 1,6 G\$ et de 367 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (1,5 G\$ et 631 M\$ en 2012).

Le total de l'actif géré exclut un montant de 5,2 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (4,3 G\$ au 31 décembre 2012).

2. Au troisième trimestre de 2013, Waddell & Reed Financial, Inc. a internalisé un mandat de 2,4 G\$ pour lequel Mackenzie agissait auparavant comme sous-conseiller.

3. Acquisition d'Independent Planning Group Inc. le 2 décembre 2013.

PRINCIPALES DONNÉES ANNUELLES

Les données financières pour les trois derniers exercices clos sont présentées dans le tableau 6.

Bénéfice net et bénéfice par action – À l'exception du rapprochement présenté au tableau 6, les variations du bénéfice net et du total des produits découlent

principalement de l'évolution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement. En 2011, l'actif géré des fonds communs de placement a augmenté au premier trimestre, mais a diminué au cours du second semestre en raison du recul des marchés nationaux et internationaux. Le total de l'actif géré des fonds communs de placement a augmenté pour atteindre 103,9 G\$ au

TABLEAU 6 : PRINCIPALES DONNÉES ANNUELLES

	2013	2012	2011
Comptes consolidés de résultat (en M\$)			
Produits			
Produits tirés des honoraires	2 513,2 \$	2 424,6 \$	2 571,1 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	165,6	158,1	156,4
	2 678,8	2 582,7	2 727,5
Charges			
	1 691,8	1 619,0	1 635,2
	987,0	963,7	1 092,3
Charges de restructuration et autres charges	(14,6)		
Quote-part de la provision de la société affiliée	9,0	(5,6)	5,0
Bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	981,4	958,1	1 097,3
Impôt sur le résultat	210,7	190,5	250,5
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	770,7	767,6	846,8
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	-	-	62,6
Bénéfice net	770,7	767,6	909,4
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	8,8	8,8	8,8
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	761,9 \$	758,8 \$	900,6 \$
Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS¹ (en M\$)			
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	763,5 \$	746,4 \$	833,0 \$
Autres éléments :			
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	(10,6)	-	-
Quote-part de la provision de la société affiliée	9,0	(5,6)	5,0
Réduction de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus	-	24,4	-
Charge d'impôt sans effet de trésorerie	-	(6,4)	-
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	-	-	62,6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	761,9 \$	758,8 \$	900,6 \$
Bénéfice par action (\$)			
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires ¹			
– de base	3,03 \$	2,93 \$	3,23 \$
– dilué	3,02	2,92	3,22
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires			
– de base	3,02	2,98	3,49
– dilué	3,02	2,97	3,48
Dividendes par action (\$)			
Ordinaire	2,15 \$	2,15 \$	2,10 \$
Privilégiée, série B	1,48	1,48	1,48
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement (en M\$)	110 045 \$	101 972 \$	105 692 \$
Total de l'actif géré des fonds communs de placement (en M\$)	117 649 \$	103 915 \$	99 685 \$
Total de l'actif géré (en M\$)	131 777 \$	120 694 \$	118 713 \$
Total de l'actif de la Société (en M\$)	12 880 \$	11 962 \$	11 144 \$
Total de la dette à long terme (en M\$)	1 325 \$	1 325 \$	1 325 \$
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	252 310	252 099	256 658

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS ainsi qu'au Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les IFRS.

31 décembre 2012, comparativement à 99,7 G\$ à la fin de 2011. L'augmentation est survenue essentiellement au premier trimestre de 2012 et a été contrebalancée en partie par une diminution du volume de l'actif géré des fonds communs de placement au deuxième trimestre de 2012. L'actif géré des fonds communs de placement a augmenté pour se chiffrer à 117,6 G\$ en 2013 en raison des conditions favorables des marchés boursiers au cours de l'exercice. L'actif géré moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 110,0 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, comparativement à 102,0 G\$ en 2012. L'incidence de l'évolution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement et des autres éléments pertinents sur le bénéfice et les produits fait l'objet d'une analyse à la rubrique « Revue des résultats opérationnels par secteur » dans les sections relatives au Groupe Investors et à Mackenzie du rapport de gestion.

Au 31 décembre 2013, le total de l'actif géré s'établissait à 131,8 G\$ et incluait l'actif géré des fonds communs de placement, qui totalisait 117,6 G\$. Le bénéfice net des périodes futures dépendra principalement du volume de l'actif des fonds communs de placement qui continuera à être touché par la conjoncture mondiale.

Dividendes par action ordinaire – Les dividendes annuels par action ordinaire se sont établis à 2,15 \$ en 2013, soit le même montant qu'en 2012. Les dividendes annuels par action ordinaire ont augmenté de 2,4 % en 2012 et en 2011.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 7 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS et du bénéfice net conformément aux IFRS.

Le bénéfice opérationnel trimestriel attribuable aux actionnaires ordinaires dépend principalement du volume de l'actif géré des fonds communs de placement. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement est présentée dans le tableau 7. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement a augmenté au cours de chacun des six derniers trimestres, ce qui est conforme à la hausse des marchés nationaux et internationaux.

TABLEAU 7 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	2013				2012			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Comptes consolidés de résultat (en M\$)								
Produits								
Honoraires de gestion	475,6 \$	462,2 \$	451,9 \$	442,9 \$	434,7 \$	431,5 \$	443,5 \$	456,6 \$
Honoraires d'administration	93,7	90,4	87,9	85,6	84,5	83,3	84,0	85,3
Honoraires de distribution	85,6	76,2	79,8	81,4	80,2	75,2	80,6	85,1
Produits tirés des placements nets et autres produits	36,7	38,7	47,4	42,8	38,7	44,1	29,4	46,0
	691,6	667,5	667,0	652,7	638,1	634,1	637,5	673,0
Charges								
Commissions	229,3	219,8	219,0	218,0	213,4	209,7	213,7	221,4
Charges autres que les commissions	179,9	173,0	182,7	177,9	163,8	162,5	171,2	171,1
Charges d'intérêts	23,3	23,2	22,9	22,8	23,2	23,2	22,9	22,9
	432,5	416,0	424,6	418,7	400,4	395,4	407,8	415,4
Bénéfice avant les éléments suivants :	259,1	251,5	242,4	234,0	237,7	238,7	229,7	257,6
Charges de restructuration et autres charges (14,6)	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part de la provision de la société affiliée	9,0	-	-	-	(5,6)	-	-	-
Bénéfice avant impôt sur le résultat	253,5	251,5	242,4	234,0	232,1	238,7	229,7	257,6
Impôt sur le résultat	54,2	55,9	49,3	51,3	27,9	50,3	55,8	56,5
Bénéfice net	199,3	195,6	193,1	182,7	204,2	188,4	173,9	201,1
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	197,1 \$	193,4 \$	190,9 \$	180,5 \$	202,0 \$	186,2 \$	171,7 \$	198,9 \$
Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS¹ (en M\$)								
Bénéfice opérationnel attribuable								
aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	198,7 \$	193,4 \$	190,9 \$	180,5 \$	183,2 \$	186,2 \$	178,1 \$	198,9 \$
Autres éléments :								
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	(10,6)	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part de la provision de la société affiliée	9,0	-	-	-	(5,6)	-	-	-
Réduction de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus	-	-	-	-	24,4	-	-	-
Charge d'impôt sans effet de trésorerie	-	-	-	-	-	-	(6,4)	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	197,1 \$	193,4 \$	190,9 \$	180,5 \$	202,0 \$	186,2 \$	171,7 \$	198,9 \$
Bénéfice par action (¢)								
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires¹								
– de base	79	77	76	72	73	73	70	78
– dilué	79	77	76	72	72	73	69	77
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires								
– de base	78	77	76	72	80	73	67	78
– dilué	78	77	76	72	80	73	67	77
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement (en G\$)								
	114,6 \$	110,2 \$	108,4 \$	106,9 \$	102,4 \$	101,0 \$	100,9 \$	103,6 \$
Total de l'actif géré des fonds communs de placement (en G\$)								
	117,6 \$	111,2 \$	107,6 \$	108,5 \$	103,9 \$	102,2 \$	100,2 \$	105,1 \$
Total de l'actif géré (en G\$)								
	131,8 \$	126,0 \$	124,8 \$	125,8 \$	120,7 \$	119,3 \$	118,0 \$	124,1 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS ainsi qu'au Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les IFRS.

Groupe Investors

Revue des activités

Le Groupe Investors fournit une vaste gamme de services de planification financière et de placements aux Canadiens par l'entremise de son réseau exclusif de conseillers à l'échelle nationale.

Les produits tirés des honoraires proviennent principalement de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de placement du Groupe Investors.

Les produits tirés des honoraires proviennent également de la distribution de produits d'assurance, de services liés aux valeurs mobilières et d'autres services financiers.

Les produits tirés des placements nets et autres produits, qui sont principalement liés aux prêts hypothécaires montés et à la gestion de nos activités de prêts hypothécaires, constituent des sources de produits additionnels.

Les produits dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Nos conseillers adoptent une démarche exhaustive en matière de planification qui fait appel à la vaste gamme de produits et de services financiers offerts par le Groupe Investors, de sorte que des taux de rachat de fonds communs de placement inférieurs à la moyenne du secteur ont été enregistrés.

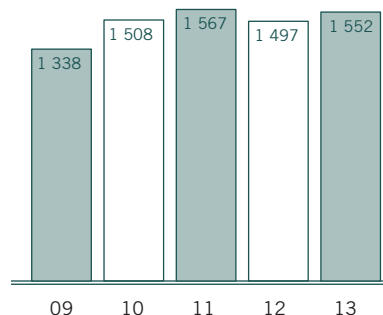
STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

Le Groupe Investors cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des clients, des conseillers et des employés convergent. La stratégie d'entreprise du Groupe Investors est axée sur les points suivants :

- L'élargissement de notre réseau de distribution par l'augmentation du nombre de bureaux régionaux, le recrutement de nouveaux conseillers au sein de notre secteur et le soutien continu à l'égard de la croissance et du perfectionnement de nos conseillers actuels.
- L'importance accordée à la prestation de conseils et de services financiers ainsi qu'à l'offre de produits connexes par l'entremise de notre réseau exclusif de conseillers.
- La prestation d'un niveau adéquat de soutien administratif à nos conseillers et à nos clients, notamment le maintien d'une communication active durant tous les cycles économiques.
- La diversification de l'éventail de produits offerts par le Groupe Investors afin de continuer à développer des relations durables avec la clientèle.
- La maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant des ressources sur les initiatives qui profitent directement aux clients et aux conseillers, et qui permettent d'accroître l'efficacité et de mieux contrôler les dépenses.

Produits tirés des honoraires – Groupe Investors

Pour les exercices (en M\$)



RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services exhaustifs de planification à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers rattachés à des bureaux régionaux répartis dans tout le Canada. Un nouveau bureau régional a été ouvert en 2013, à Winnipeg, au Manitoba, et l'ouverture d'un nouveau bureau à Guelph-Milton, en Ontario, a été annoncée pour 2014, ce qui portera à 110 le nombre de bureaux régionaux faisant partie de notre réseau.

Au 31 décembre 2013, le Groupe Investors comptait 4 673 conseillers, comparativement à 4 518 à la fin de 2012. Il s'agit de la plus importante augmentation du nombre de conseillers dans notre réseau depuis 2007.

Le nombre de conseillers comptant plus de quatre années d'expérience au sein du Groupe Investors a continué d'augmenter pour atteindre un sommet de 2 797 au 31 décembre 2013, comparativement à 2 748 au 31 décembre 2012.

Au quatrième trimestre de 2013, le Groupe Investors a annoncé à son équipe de directeurs du réseau un nouveau programme qui vise à offrir des possibilités de revenus plus élevés aux conseillers pendant leurs deux premières années au Groupe Investors. Ce train de mesures devrait faire augmenter le nombre de nouveaux conseillers, leur productivité, ainsi que le taux de rétention de ces nouveaux conseillers.

Perfectionnement des conseillers

Le Groupe Investors combine diverses techniques d'entrevue et d'administration de tests afin de trouver des candidats qui cumulent l'expérience, les études et les aptitudes requises pour devenir de bons planificateurs financiers. Ce processus fait l'objet d'évaluations continues dans le cadre de nos efforts visant à sélectionner les candidats les plus qualifiés pour le poste de conseiller, afin d'accroître leurs chances de succès dans l'avenir.

Les programmes de formation sont révisés et mis à jour chaque année afin d'offrir aux nouveaux conseillers les bases nécessaires pour établir une relation avec les clients. À mesure que les conseillers progressent, ils approfondissent leurs compétences en planification financière et en gestion d'entreprise en suivant divers programmes de formation axés notamment sur la planification financière, la connaissance des produits, le service à la clientèle, la croissance des affaires, la conformité, la technologie, la gestion d'une pratique professionnelle et d'autres sujets connexes. En plus de cette formation de base, des conférences annuelles dans le cadre desquelles l'enseignement est adapté tant aux nouveaux conseillers qu'aux conseillers d'expérience sont organisées.

En 2013, nous avons continué de franchir des étapes dans le cadre d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer notre plateforme technologique à l'intention des conseillers, laquelle permet d'accroître l'efficacité de la gestion des contacts des conseillers et des systèmes de planification financière et de renseignements sur les portefeuilles en vue de les aider à servir nos clients plus efficacement. Ces efforts comprennent des mises à niveau constantes du logiciel de planification financière qu'utilisent les conseillers.

Perfectionnement de l'équipe de directeurs du réseau

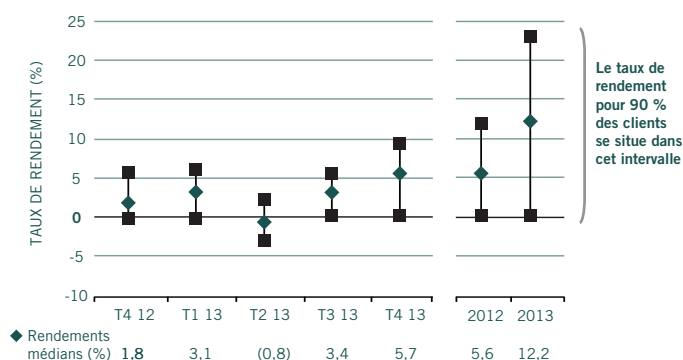
Au quatrième trimestre de 2013, conformément à notre engagement continu envers la croissance et le perfectionnement de notre équipe de directeurs du réseau et de notre réseau de conseillers, le Groupe Investors a apporté des améliorations à la formation, à la reconnaissance et à la rémunération des directeurs du réseau afin d'améliorer leur efficacité sur le plan du recrutement et de la formation.

SOUTIEN ADMINISTRATIF ET COMMUNICATIONS À L'INTENTION DES CONSEILLERS ET DES CLIENTS

Le soutien administratif offert aux conseillers et aux clients comprend la tenue des comptes des clients et la présentation de l'information de façon exacte et opportune, un soutien efficace à la résolution de problèmes, de même que des améliorations continues des systèmes.

Ce soutien administratif est offert aux conseillers et aux clients domiciliés au Québec par la Direction générale du Québec du Groupe Investors, située à Montréal; quant aux conseillers et aux clients d'ailleurs au Canada, ils sont servis par le siège social du Groupe Investors, situé à Winnipeg, au Manitoba. La Direction générale du Québec emploie 248 personnes et comprend des unités opérationnelles pour la plupart des fonctions à l'appui de plus de 850 conseillers et des 19 bureaux régionaux au Québec. Le montant de l'actif géré des fonds communs de placement au Québec était d'environ 11 G\$ au 31 décembre 2013.

Taux de rendement pour les comptes des clients



Les communications régulières avec nos clients comprennent la présentation de l'information trimestrielle relative à leurs portefeuilles de fonds communs de placement du Groupe Investors et à la variation de la valeur de l'actif de ces portefeuilles au cours du trimestre. Chaque client obtient un rendement différent selon le solde de ses retraits et mises de fonds et selon ses portefeuilles de fonds au cours de chaque trimestre, comme l'illustre le graphique ci-dessous. Ce graphique présente les taux de rendement médians pour les comptes des clients pour chacun des cinq derniers trimestres, ainsi que les rendements médians annuels des deux dernières années. Ce graphique présente également les seuils inférieur et supérieur de la fourchette des taux de rendement obtenus par 90 % des clients du Groupe Investors.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, le taux de rendement médian pour les comptes des clients était d'environ 5,7 %, et 99 % des clients ont obtenu un rendement positif. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, le taux de rendement médian pour les comptes des clients était d'environ 12,2 %, et 96 % des clients ont obtenu un rendement positif.

Nos conseillers ont maintenu de solides relations avec les clients, insistant sur l'importance d'une planification à long terme et d'un portefeuille de placements diversifié. Des sondages continus réalisés auprès de nos clients révèlent une grande satisfaction relativement à la valeur des conseils prodigués par nos conseillers durant tous les cycles économiques.

ACTIF GÉRÉ

Le niveau de l'actif géré des fonds communs de placement est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et la valeur liquidative de l'actif de nos fonds. Les variations de l'actif géré pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 8. Au 31 décembre 2013, l'actif géré se chiffrait à 68,3 G\$, soit le résultat le plus élevé de l'histoire du Groupe Investors pour une fin d'exercice.

TABLEAU 8 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	VARIATION (%)					
	31 DÉC. 2013	30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012	30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012	
Ventes	1 694,1 \$	1 444,6 \$	1 417,6 \$	17,3 %	19,5 %	
Rachats	1 634,8	1 553,1	1 678,5	5,3	(2,6)	
Ventes nettes (rachats nets)	59,3	(108,5)	(260,9)	n.s.	n.s.	
Rendement du marché et produits	3 761,9	2 089,7	1 263,3	80,0	197,8	
Variation de l'actif, montant net	3 821,2	1 981,2	1 002,4	92,9	281,2	
Actif au début	64 433,5	62 452,3	59 592,1	3,2	8,1	
Actif à la fin	68 254,7 \$	64 433,5 \$	60 594,5 \$	5,9 %	12,6 %	
Actif quotidien moyen	66 551,1 \$	63 914,2 \$	59 756,1 \$	4,1 %	11,4 %	

EXERCICES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)	
	Ventes	6 667,4 \$	5 777,7 \$	15,4
Rachats	6 507,9	6 501,4	0,1	
Ventes nettes (rachats nets)	159,5	(723,7)	n.s.	
Rendement du marché et produits	7 500,7	3 582,9	109,3	
Variation de l'actif, montant net	7 660,2	2 859,2	167,9	
Actif au début	60 594,5	57 735,3	5,0	
Actif à la fin	68 254,7 \$	60 594,5 \$	12,6	%
Actif quotidien moyen	63 901,7 \$	59 189,0 \$	8,0	%

Variation de l'actif géré des fonds communs de placement – résultats de 2013 comparativement à ceux de 2012

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 68,3 G\$ au 31 décembre 2013, soit une hausse de 12,6 %, comparativement à 60,6 G\$ au 31 décembre 2012. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 66,6 G\$ au quatrième trimestre de 2013, en hausse de 11,4 %, comparativement à 59,8 G\$ au quatrième trimestre de 2012. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement s'est chiffrée à 63,9 G\$, en hausse de 8,0 %, comparativement à 59,2 G\$ en 2012.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 1,7 G\$, soit une hausse de 19,5 % par rapport au trimestre correspondant de 2012, ce qui constitue le plus haut niveau de ventes de l'histoire de la Société pour le quatrième trimestre. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,6 G\$, soit une baisse de 2,6 % par rapport à 2012. Le taux de rachat trimestriel annualisé du Groupe Investors pour les fonds à long terme, établi à 8,9 % pour le quatrième trimestre de 2013, était inférieur au taux

de 10,0 % constaté au quatrième trimestre de 2012. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'établissait à 9,4 % au 31 décembre 2013, ce qui demeure bien plus faible que le plus récent taux de rachat moyen correspondant disponible, qui était d'environ 17,4 % pour tous les autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 30 septembre 2013.

Depuis quelques années, une part croissante des rachats pris en compte dans le calcul du taux de rachat à long terme du Groupe Investors est attribuable aux fonds Pilier et aux transferts dans la gamme de fonds de placement garanti du Groupe Investors. Les fonds Pilier sont des fonds de revenu de type portefeuille dont les actifs sont investis dans le Fonds de marché monétaire Plus Investors dans une proportion de 30 % à 50 %. Nos clients utilisent ces fonds plutôt que les fonds du marché monétaire, où les activités de rachats sont plus importantes; combinés aux transferts dans les fonds de placement garanti, ces fonds représentent 0,5 % de notre taux de rachat à long terme au 31 décembre 2013. À l'exception de ces éléments, le taux de rachat en glissement sur douze mois pour les fonds à long terme aurait été de 8,9 %.

Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 59 M\$ au quatrième trimestre de 2013, comparativement à des rachats nets de 261 M\$ en 2012. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,5 G\$ au cours du quatrième trimestre de 2013, comparativement à 1,3 G\$ en 2012, soit une hausse de 17,8 %. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 25 M\$ au quatrième trimestre de 2013, comparativement à des rachats nets de 217 M\$ en 2012. Au cours du quatrième trimestre, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de 3,8 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 1,3 G\$ au quatrième trimestre de 2012.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 6,7 G\$, soit une hausse de 15,4 % par rapport à 2012. Les rachats de fonds communs de placement, qui ont totalisé 6,5 G\$, sont demeurés stables par rapport à 2012. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 159 M\$, comparativement à des rachats nets de 724 M\$ en 2012. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 6,0 G\$ pour l'exercice 2013, comparativement à 5,1 G\$ en 2012, soit une augmentation de 16,4 %. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 95 M\$, comparativement à des rachats nets de 651 M\$ en 2012. En 2013, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de 7,5 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 3,6 G\$ en 2012.

Variation de l'actif géré des fonds communs de placement – résultats du quatrième trimestre de 2013 comparativement à ceux du troisième trimestre de 2013

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 68,3 G\$ au 31 décembre 2013, soit une hausse de 5,9 %, comparativement à 64,4 G\$ au 30 septembre 2013. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 66,6 G\$ au quatrième trimestre de 2013, comparativement à 63,9 G\$ au troisième trimestre de 2013, soit une augmentation de 4,1 %.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 1,7 G\$, soit une hausse de 17,3 % par rapport au troisième trimestre de 2013. Les rachats de fonds communs de placement, qui ont totalisé 1,6 G\$ au quatrième trimestre, ont augmenté de 5,3 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé, établi à 8,9 % au quatrième trimestre, est demeuré stable par rapport au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 59 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 109 M\$ au trimestre précédent. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,5 G\$ pour le

trimestre considéré, comparativement à 1,3 G\$ au trimestre précédent, ce qui constitue une augmentation de 15,5 %. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 25 M\$, comparativement à des rachats nets de 113 M\$ au trimestre précédent.

PRODUITS ET SERVICES

Le Groupe Investors est considéré comme un chef de file des services financiers personnels au Canada. Les conseillers recommandent des portefeuilles équilibrés et diversifiés gérés par des professionnels, qui reflètent les objectifs du client, ses préférences et sa tolérance au risque. Ils vont également au-delà des placements en offrant aux clients des produits d'assurance, des prêts hypothécaires et d'autres services financiers.

PFP – Planificateur financier personnel

Le logiciel Planificateur financier personnel (le « PFP ») du Groupe Investors gère un large éventail de besoins potentiels en matière de planification financière, allant de projections et de modèles de concepts de base de planification financière à la préparation de plans financiers écrits couvrant tous les volets de la planification financière, dont la planification de placements, la planification fiscale, la planification de la retraite et des études, la gestion des risques et la planification successorale.

Programme de planification stratégique de portefeuille Symphonie^{MC}

Symphonie constitue la démarche de planification stratégique de portefeuille du Groupe Investors. Le programme Symphonie est conçu pour fournir un portefeuille de placements constitué de façon scientifique, conforme aux objectifs de placement du client et adapté à son profil de risque.

Programme philanthropique

Le Programme philanthropique Groupe Investors est un programme à vocation arrêtée par le donateur qui permet aux Canadiens de faire un don et d'établir un legs caritatif durable, sans les coûts élevés et les tracas administratifs liés à l'établissement d'une fondation privée.

Fonds communs de placement

Au 31 décembre 2013, le Groupe Investors gérait un actif de 68,3 G\$ dans 154 fonds communs de placement couvrant une vaste gamme de mandats de placement, comparativement à 60,6 G\$ en 2012, soit une augmentation de 12,6 %.

Les clients ont l'occasion de diversifier leurs placements, que ce soit par gestionnaire de placements, catégorie d'actif, style de placement, région, capitalisation ou secteur, au moyen de portefeuilles personnalisés en fonction de leurs objectifs.

Les fonds du Groupe Investors sont gérés par la Société de gestion d'investissement I.G., notre propre équipe multidisciplinaire de professionnels en placements disposant

de bureaux et de conseillers en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Nos relations à l'échelle mondiale, l'exhaustivité de nos recherches et l'utilisation de la technologie de l'information nous fournissent des capacités de gestion de placements qui nous permettent d'offrir à nos clients une expertise en gestion de placements répondant à la plus vaste gamme d'objectifs de placement. Le Groupe Investors offre également un vaste choix de fonds de partenaires grâce à des relations avec des conseillers d'autres sociétés de gestion de placements. Il supervise ces conseillers en placements externes afin de s'assurer que leurs activités sont conformes à la philosophie de placement du Groupe Investors, de même qu'aux objectifs et aux stratégies de placement des fonds pour lesquels ils fournissent des conseils. Ces sociétés-conseils comprennent notamment des gestionnaires de placements comme la Corporation Financière Mackenzie, Putnam Investments Inc., Placements AGF Inc., Beutel, Goodman & Company Ltd., Bissett Investment Management, Fidelity Investments Canada s.r.l., Société de Placements Templeton, LaSalle Investment Management (Securities), L.P., Allianz Global Investors U.S. LLC et Eagle Boston Investment Management, Inc.

Rendement des fonds

Au 31 décembre 2013, 40 % des fonds communs de placement du Groupe Investors (fonds Investors, fonds de partenaires et fonds de type portefeuille) étaient notés trois étoiles ou mieux par le service de notation de fonds Morningstar[†] et 12 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 66 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 28 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2013. La Cote Morningstar[†] est une mesure quantitative objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds, ajusté en fonction du risque, par rapport à des fonds comparables.

Améliorations à la tarification et aux produits

Au deuxième trimestre de 2012, le Groupe Investors a annoncé une série de changements à la tarification de ses fonds communs de placement et d'améliorations à ses produits dans le but de mieux servir ses clients. Ces changements ont été entièrement annualisés au troisième trimestre de 2013.

En juillet 2013, le Groupe Investors a lancé la nouvelle série U de nos fonds à l'intention des ménages clients disposant d'un actif financier supérieur à 500 000 \$. Cette nouvelle série prévoit une tarification distincte pour la gestion des fonds et des frais de conseil qui sont imputés aux comptes des clients.

Ajouts à l'offre de produits de fonds communs de placement

Le Groupe Investors continue d'accroître le rendement, l'étendue et la diversité de ses produits de placement grâce

au lancement de nouveaux fonds qui répondent aux divers besoins à long terme des investisseurs canadiens.

- En janvier, le Groupe Investors a lancé un nouveau fonds équilibré, le Fonds de revenu stratégique IG Mackenzie, qui vise à procurer un revenu assorti d'un potentiel de croissance à long terme du capital en investissant principalement dans des titres à revenu fixe ou des titres de participation produisant un revenu. Le nouveau mandat applique une stratégie de placement souple axée sur les titres à revenu fixe ou les titres de participation, sans aucune restriction sur le plan géographique.
- En mars, le Groupe Investors a amélioré son programme de gestion de l'actif *Profil*, grâce à l'ajout de nouvelles catégories *Profil* qui permettent aux investisseurs d'accéder à ce programme dans le cadre de la structure de la Société de fonds. De plus, la nouvelle série T a été ajoutée au programme *Profil* à l'intention des clients qui souhaitent obtenir des rentrées de fonds mensuelles stables sous forme de remboursement du capital.
- En juin, les fusions de neuf fonds du Groupe Investors ont pris effet. Grâce à ces fusions, les porteurs de titres des fonds fusionnés bénéficient d'une gestion de portefeuille plus efficace et profitent de mandats d'investissement élargis, plus diversifiés, qui à leur tour ont le potentiel de réduire la volatilité et de fournir un meilleur rendement à long terme.
- En décembre, le Groupe Investors a lancé un nouveau mandat, le Fonds et la Catégorie actions américaines à faible volatilité IG Putnam, qui visent à procurer une croissance à long terme du capital grâce à des investissements principalement dans des titres de participation américains, généralement dans l'ensemble des secteurs, tout en cherchant à réduire la volatilité sur un cycle de marché complet.

Programmes de gestion de l'actif et de placement multigestionnaire

La Société de fonds Groupe Investors Inc.^{MC} est une vaste structure de fonds avantageux sur le plan fiscal qui permet des transferts sans répercussion fiscale immédiate et sans frais, et ce, entre 59 fonds du groupe de fonds. Ces fonds incluent 30 fonds pour lesquels la Société de gestion d'investissement I.G. fournit des services-conseils, 20 fonds conseillés par des conseillers externes, 5 Portefeuilles Société de fonds et 4 fonds faisant partie du programme *Profil*. À la fin de 2013, l'actif des fonds de la Société de fonds totalisait 4,9 G\$, comparativement à 4,0 G\$ en 2012.

En décembre 2013, un ajout à la gamme de la Société de fonds Groupe Investors a été fait; la Catégorie Dividendes Investors a été lancée et sera le pendant du Fonds de dividendes Investors. La Catégorie Dividendes Investors visera à procurer un revenu de placement supérieur à la moyenne, à préserver la valeur des placements et à procurer une croissance à long terme du capital.

Le Groupe Investors offre aux clients un nombre croissant de programmes de répartition de l'actif qui comprennent :

- **Les Portefeuilles Allegro^{MC}** : Les sept Portefeuilles Allegro constituent une solution de placement unique permettant une diversification par région, par style de gestion, par catégorie d'actif et par conseiller en placements, et ce, en fonction des recommandations de répartition d'actif Symphonie. L'actif des fonds se chiffrait à 3,6 G\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 3,2 G\$ à l'exercice précédent.
- **Les Portefeuilles Société de fonds Allegro^{MC}** : Les cinq catégories Portefeuille offrent aux clients une démarche en une seule étape, avantageuse du point de vue fiscal, pour réaliser leurs placements. La série T est encore plus avantageuse pour les clients, puisqu'elle leur offre des distributions mensuelles à imposition différée sous forme de remboursement du capital. Ces portefeuilles diversifiés proposent des solutions qui conviennent à chacun des profils risque/rendement. L'actif des fonds se chiffrait à 680 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 462 M\$ à l'exercice précédent.
- **Les Portefeuilles Alto^{MC}** : Les Portefeuilles Alto constituent une solution de placement unique permettant une diversification par région, par style de gestion et par catégorie d'actif en fonction des recommandations de répartition d'actif Symphonie. Les 11 Portefeuilles comprennent des fonds du Groupe Investors et des fonds pour lesquels Mackenzie agit à titre de sous-conseiller. L'actif en portefeuille se chiffrait à 4,2 G\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 3,6 G\$ à l'exercice précédent.
- **Les Portefeuilles Groupe Investors** : L'actif de ces fonds se chiffrait à 9,9 G\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 9,1 G\$ à l'exercice précédent. Ce programme regroupe 10 fonds investis dans 16 fonds sous-jacents du Groupe Investors afin d'offrir une grande diversification.
- **Profil^{MC}** : Il s'agit d'un programme de gestion de portefeuille unique offert aux ménages clients disposant d'un actif supérieur à 250 000 \$. Les portefeuilles de placement *Profil* ont été conçus de manière à maximiser le rendement et à gérer le risque au moyen d'une diversification par catégorie d'actif, par style de gestion et par région. Ce programme est géré selon les conseils d'un groupe restreint de sociétés de gestion de patrimoine de calibre mondial parmi lesquelles figurent la Société de gestion d'investissement I.G., Toron Capital Markets Inc., JPMorgan Asset Management (Canada) Inc., Jarislowsky, Fraser Limitée, Allianz Global Investors U.S. LLC, Philadelphia International Investment Advisors LP, Baring International Investment Limited et Ivy Investment Management Company (une filiale de Waddell & Reed Financial, Inc.). Au 31 décembre 2013, ce programme comptait un actif de 721 M\$, comparativement à 461 M\$ en 2012.

Fonds distincts

Le Groupe Investors offre des fonds distincts depuis 2001 et a lancé sa gamme de fonds de placement garanti en novembre 2009. Les fonds de placement garanti sont des polices de fonds distincts émises par La Great-West, compagnie d'assurance-vie; la gamme comprend 14 fonds de fonds distincts différents et 6 fonds distincts individuels. Ces fonds distincts offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et sont assortis de garanties complètes ou partielles applicables au décès et à l'échéance, d'une protection éventuelle contre les créanciers et de caractéristiques facilitant la planification successorale. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 31 décembre 2013, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,5 G\$, comparativement à 1,3 G\$ au 31 décembre 2012.

Assurance

Le Groupe Investors demeure un chef de file au Canada pour la distribution de produits d'assurance vie. Grâce à des ententes conclues avec d'importantes compagnies d'assurances, le Groupe Investors offre une vaste gamme de produits : assurance temporaire, universelle, vie entière, invalidité, maladies graves, soins de longue durée, soins médicaux personnels et assurance collective. Services d'Assurance I.G. Inc. a actuellement des conventions de distribution avec les assureurs suivants :

- La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie
- La Great-West, compagnie d'assurance-vie
- Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie
- La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont atteint 73 M\$ comparativement à 71 M\$ en 2012, ce qui constitue une augmentation de 3,7 %. Le nombre moyen de polices vendues par conseiller détenant un permis a été de 10,0 en 2013, comparativement à 10,1 en 2012. La distribution des produits d'assurance est améliorée par l'apport de spécialistes en assurance du Groupe Investors partout au Canada; ils ont pour mandat d'aider les conseillers à choisir des solutions d'assurance adéquates.

Opérations sur titres

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose aux clients des services qui complètent les services de planification financière et de placement. Les conseillers du Groupe Investors peuvent ainsi diriger des clients vers l'un de nos spécialistes en valeurs mobilières de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

En 2013, nous avons continué à améliorer nos services pour permettre l'intégration des actions et des obligations détenues par nos clients dans leur plan financier. Cette démarche a nécessité un renouvellement de nos systèmes ainsi que l'ajout de nombreux spécialistes en valeurs mobilières qui collaborent avec nos conseillers et détiennent un permis pour donner des conseils en matière de titres. En outre, un plus grand nombre de nos conseillers ont achevé la transition de leur inscription vers l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM »). Ces conseillers demeurent dans nos bureaux régionaux et continuent d'exercer leurs activités au sein de notre modèle d'affaires établi, lequel est axé sur un actif géré dans un contexte de planification financière.

Prêts hypothécaires

Le Groupe Investors est un prêteur hypothécaire d'envergure nationale. Il offre, à l'intention des clients actuels du Groupe Investors et des nouveaux clients, une gamme complète de solutions en matière de prêts hypothécaires résidentiels. Des prêts hypothécaires à court et à long terme, à taux variable ou fixe, assortis de caractéristiques intéressantes, sont offerts aux clients à des tarifs concurrentiels dans le cadre d'un plan financier complet. Les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec nos clients et leurs conseillers, en fonction de la réglementation en vigueur, afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client. Au 31 décembre 2013, les spécialistes hypothécaires du réseau étaient au nombre de 96, comparativement à 92 au 31 décembre 2012.

Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, à des structures de titrisation et à des investisseurs institutionnels. Certaines filiales du Groupe Investors sont autorisées par la Société canadienne d'hypothèques

et de logement (la « SCHL ») à titre d'émettrices de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») et de vendeuses de TH LNH dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »). Les programmes de titrisation auxquels participent ces filiales comprennent également certains programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques. Les prêts hypothécaires résidentiels sont également détenus dans le cadre des activités d'intermédiaire du Groupe Investors.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les prêts hypothécaires montés se sont chiffrés à 2,2 G\$, contre 2,0 G\$ en 2012, ce qui constitue une augmentation de 6,6 %. Au 31 décembre 2013, les prêts hypothécaires gérés par le Groupe Investors liés à ses activités bancaires hypothécaires totalisaient 8,5 G\$, comparativement à 7,3 G\$ au 31 décembre 2012.

Solutions Bancaires[†]

Solutions Bancaires[†] du Groupe Investors continue d'être très utilisé par les conseillers et les clients. L'offre consiste en une vaste gamme de produits et services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme. Les produits et services comprennent des prêts à l'investissement, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des comptes de dépôt et des cartes de crédit. Les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires[†] s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire d'une vaste plateforme de planification financière.

Produits et services additionnels

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le bénéfice avant intérêts et impôt du Groupe Investors est présenté dans le tableau 9.

RÉSULTATS DE 2013 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2012

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires proviennent de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de placement du Groupe Investors. La distribution de produits d'assurance et des produits Solutions Bancaires[†] et la prestation de services liés aux valeurs mobilières fournissent des produits tirés des honoraires additionnels.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires de gestion pour les services de gestion de placements fournis à ses fonds communs de placement, qui dépendent en grande

partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires de gestion se sont chiffrés à 294,3 M\$ au quatrième trimestre de 2013, en hausse de 27,7 M\$, ou 10,4 %, par rapport à 266,6 M\$ en 2012. Les honoraires de gestion se sont établis à 1 123,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, soit une hausse de 36,9 M\$, ou 3,4 %, comparativement à 1 086,1 M\$ en 2012.

L'augmentation nette des honoraires de gestion au cours du quatrième trimestre est principalement liée à l'augmentation de 11,4 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 8; cette augmentation a été contrebalancée en partie par la diminution du taux des frais de gestion, établi à 175,4 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement en 2013, comparativement à 177,5 points de base en 2012,

TABLEAU 9 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2013	30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012
Produits					
Honoraires de gestion	294,3 \$	283,2 \$	266,6 \$	3,9 %	10,4 %
Honoraires d'administration	64,4	61,2	55,8	5,2	15,4
Honoraires de distribution	49,6	43,7	49,1	13,5	1,0
	408,3	388,1	371,5	5,2	9,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	11,0	12,5	13,5	(12,0)	(18,5)
	419,3	400,6	385,0	4,7	8,9
Charges					
Commissions	71,0	68,0	71,4	4,4	(0,6)
Primes de rétention de l'actif	56,0	55,0	51,8	1,8	8,1
Charges autres que les commissions	103,5	96,0	94,5	7,8	9,5
	230,5	219,0	217,7	5,3	5,9
Bénéfice avant intérêts et impôt	188,8 \$	181,6 \$	167,3 \$	4,0 %	12,9 %
EXERCICES CLOS LES (en M\$)			31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			1 123,0 \$	1 086,1 \$	3,4 %
Honoraires d'administration			242,3	220,2	10,0
Honoraires de distribution			187,2	190,8	(1,9)
			1 552,5	1 497,1	3,7
Produits tirés des placements nets et autres produits			61,5	61,6	(0,2)
			1 614,0	1 558,7	3,5
Charges					
Commissions			275,1	277,9	(1,0)
Primes de rétention de l'actif			219,5	210,6	4,2
Charges autres que les commissions			401,7	377,2	6,5
			896,3	865,7	3,5
Bénéfice avant intérêts et impôt			717,7 \$	693,0 \$	3,6 %

en raison des améliorations à la tarification et aux produits dont il est question à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

L'augmentation nette des honoraires de gestion pour l'exercice résulte principalement de la hausse de 8,0 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme il est indiqué dans le tableau 8. L'augmentation a été contrebalancée en partie par ce qui suit :

- La diminution du taux des frais de gestion, établi à 175,6 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement en 2013, comparativement à 183,5 points de base en 2012, principalement attribuable aux améliorations à la tarification et aux produits dont il est question à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.
- Une diminution de 2,8 M\$ liée au fait que l'exercice comptait une journée civile de moins en 2013 qu'en 2012. Par ailleurs, le Groupe Investors a renoncé à une partie des honoraires de gestion relatifs à ses fonds du marché monétaire afin de s'assurer que ces fonds continuent de donner un rendement positif, ce qui a eu une incidence sur les produits tirés des honoraires de gestion et les taux moyens des honoraires de gestion pour toutes les périodes considérées. Ces renoncements ont totalisé 0,8 M\$ et 3,3 M\$ pour le trimestre et l'exercice, respectivement, en 2013, comparativement à 1,0 M\$ et à 3,8 M\$, respectivement, à l'exercice précédent.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires d'administration pour les services administratifs fournis à ses fonds communs de placement et pour les services fiduciaires fournis à ses fonds communs de placement en fiducie à participation unitaire, qui dépendent aussi en grande partie du volume et de la composition de l'actif. Les honoraires d'administration ont totalisé 64,4 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 55,8 M\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 15,4 %. Les honoraires d'administration se sont élevés à 242,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, comparativement à 220,2 M\$ en 2012, ce qui constitue une augmentation de 10,0 %. L'augmentation constatée au cours des deux périodes est principalement attribuable à la variation de la moyenne quotidienne de l'actif géré.

Les produits tirés des honoraires de distribution proviennent essentiellement des sources suivantes :

- Les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition reportés.
- Les frais de distribution liés aux fonds de type portefeuille.
- La distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc.
- La prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

- La prestation de services bancaires par l'intermédiaire de Solutions Bancaires[†].

Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 49,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013, en hausse de 0,5 M\$ par rapport à 49,1 M\$ en 2012. Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 187,2 M\$ pour l'exercice, en baisse de 3,6 M\$ par rapport à 190,8 M\$ en 2012. La hausse nette pour le trimestre tient à l'augmentation des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits d'assurance, contrebalancée en partie par une réduction des frais de rachat et une diminution des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits bancaires. La baisse pour l'exercice tient à la réduction des frais de rachat, à l'incidence des changements apportés aux taux des frais de distribution des fonds de type portefeuille au troisième trimestre de 2012, ainsi qu'à la diminution des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits bancaires. Ces baisses au cours de l'exercice ont été contrebalancées en partie par la hausse des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits d'assurance. Les produits tirés des frais de rachat varient en fonction du volume des rachats assujettis à des frais d'acquisition reportés.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe les produits tirés des activités bancaires hypothécaires, les intérêts réalisés sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres et les prêts hypothécaires liés aux activités d'intermédiaire, ainsi que les charges d'intérêts sur le passif-dépôts et sur la dette bancaire, le cas échéant.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 11,0 M\$ au quatrième trimestre de 2013, en baisse de 2,5 M\$ par rapport à 13,5 M\$ en 2012. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 61,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, en baisse de 0,1 M\$ par rapport à 61,6 M\$ en 2012.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 10,8 M\$ au quatrième trimestre de 2013 comparativement à 12,9 M\$ en 2012, soit une diminution de 2,1 M\$. Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 59,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 comparativement à 60,4 M\$ en 2012, soit une diminution de 0,8 M\$. Le tableau 10 présente un sommaire des activités bancaires hypothécaires pour les trimestres et l'exercice considérés. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables à ce qui suit :

- Les produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés, qui ont diminué de 0,8 M\$ et de 6,6 M\$ au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2013 pour s'établir à 10,9 M\$ et à 42,6 M\$, respectivement, par rapport à 2012. Cette diminution tient au recul

TABLEAU 10 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS

(en M\$)	31 DÉC. 2013	30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012
AUX					
Prêts hypothécaires gérés	8 478 \$	8 242 \$	7 330 \$	2,9 %	15,7 %
Prêts hypothécaires détenus temporairement¹	317 \$	609 \$	238 \$	(47,9) %	33,2 %
TRIMESTRES CLOS LES					
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Programmes TH LNH et OHC	3 585 \$	3 365 \$	3 068 \$	6,5 %	16,9 %
Programmes de PCAA commandité par des banques	1 541	1 429	1 264	7,8	21,9
Titrisations	5 126	4 794	4 332	6,9	18,3
Autres	3 249	3 275	2 866	(0,8)	13,4
	8 375 \$	8 069 \$	7 198 \$	3,8 %	16,4 %
Prêts hypothécaires montés²	431 \$	578 \$	396 \$	(25,4) %	8,8 %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes³ :					
Titrisations	888 \$	545 \$	572 \$	62,9 %	55,2 %
Autres ⁴	250	191	263	30,9	(4,9)
	1 138 \$	736 \$	835 \$	54,6 %	36,3 %
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	40,4 \$	38,4 \$	36,9 \$	5,2 %	9,5 %
Charges d'intérêts	29,5	27,7	25,2	6,5	17,1
Produits d'intérêts nets	10,9	10,7	11,7	1,9	(6,8)
Profit sur ventes ⁵	3,0	1,8	4,3	66,7	(30,2)
Ajustements de la juste valeur et autres produits	(3,1)	(0,2)	(3,1)	n.s.	-
	10,8 \$	12,3 \$	12,9 \$	(12,2) %	(16,3) %
EXERCICES CLOS LES					
(en M\$)			31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)
Prêts hypothécaires gérés					
Programmes TH LNH et OHC			3 374 \$	2 815 \$	19,9 %
Programmes de PCAA commandité par des banques			1 403	1 219	15,1
Titrisations			4 777	4 034	18,4
Autres			3 108	2 758	12,7
			7 885 \$	6 792 \$	16,1 %
Prêts hypothécaires montés²			2 179 \$	2 044 \$	6,6 %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes³ :					
Titrisations			2 334 \$	2 297 \$	1,6 %
Autres ⁴			972	986	(1,4)
			3 306 \$	3 283 \$	0,7 %
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts			152,6 \$	145,4 \$	5,0 %
Charges d'intérêts			110,0	96,2	14,3
Produits d'intérêts nets			42,6	49,2	(13,4)
Profit sur ventes ⁵			16,9	19,0	(11,1)
Ajustements de la juste valeur et autres produits			0,1	(7,8)	101,3
			59,6 \$	60,4 \$	(1,3) %

1. Les activités liées aux prêts hypothécaires détenus temporairement comprennent les financements, les renouvellements et les refinancements de prêts hypothécaires.

2. Excluent les renouvellements et les refinancements.

3. Représentent les montants en capital vendus.

4.,5. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, ainsi que les profits tirés de ces ventes.

des pénalités de remboursement anticipé en raison du ralentissement des activités de remboursements anticipés ainsi qu'à la réduction de la proportion de certains prêts titrisés contenue dans les programmes de PCAA, dont la marge nette de produits d'intérêts est actuellement plus élevée que celle sur les prêts titrisés en vertu du Programme OHC.

- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels, qui ont diminué de 1,3 M\$ et de 2,1 M\$ au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2013 pour atteindre 3,0 M\$ et 16,9 M\$, respectivement, par rapport à 2012. La diminution des profits découle de la baisse du volume des ventes aux investisseurs institutionnels.
- Les ajustements de la juste valeur et autres produits ont augmenté de 7,9 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 pour atteindre 0,1 M\$, par rapport à 2012. L'augmentation pour l'exercice tient principalement à l'amélioration des ajustements de la juste valeur apportés à certains instruments financiers liés à la titrisation.

Charges

Le Groupe Investors engage une charge liée aux commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. Les charges au titre des commissions de vente différées comprennent l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 71,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013, en baisse de 0,4 M\$ par rapport à 71,4 M\$ en 2012. Pour l'exercice, la charge liée aux commissions a diminué de 2,8 M\$ pour s'établir à 275,1 M\$, comparativement à 277,9 M\$ en 2012. Cette diminution résulte principalement de la diminution de l'amortissement des commissions liées aux fonds communs de placement et de la baisse des radiations du solde non amorti des commissions de vente différées liées au recul des rachats pendant la période. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation de la rémunération liée à la distribution d'autres produits et services financiers.

La charge liée aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif est constituée des éléments suivants :

- Les primes de rétention de l'actif, dont le calcul est fondé sur la valeur de certains actifs gérés, ont augmenté de 4,0 M\$ et de 7,2 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2013 pour s'établir à 47,7 M\$ et

à 185,8 M\$, respectivement, par rapport à 2012. La variation au cours des deux périodes découle d'une augmentation de l'actif géré moyen, contrebalancée par l'incidence des ajustements à la rémunération des conseillers du Groupe Investors par suite des améliorations apportées à la tarification et aux produits au deuxième trimestre de 2012.

- Les primes supplémentaires de rétention de l'actif, qui sont une composante de la rémunération différée visant à promouvoir le maintien en fonction des conseillers, sont fondées sur l'actif géré à la fin de chaque exercice. La charge liée aux primes supplémentaires de rétention de l'actif a augmenté de 0,2 M\$ et de 1,7 M\$ au cours du trimestre et de l'exercice pour s'établir à 8,3 M\$ et à 33,7 M\$, respectivement, comparativement à 2012.

Les charges autres que les commissions engagées par le Groupe Investors sont principalement liées au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi qu'aux frais des sous-conseillers liés aux fonds communs de placement gérés. Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 103,5 M\$ au quatrième trimestre de 2013, comparativement à 94,5 M\$ en 2012, ce qui constitue une augmentation de 9,0 M\$, ou 9,5 %. Ces augmentations comprennent des charges supplémentaires liées à la hausse visée de la productivité et du taux de rétention des nouveaux conseillers. Pour l'exercice, les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 401,7 M\$, comparativement à 377,2 M\$ en 2012, ce qui constitue une augmentation de 24,5 M\$, ou 6,5 %.

Les changements aux directives comptables des IFRS et les modifications des hypothèses actuarielles liées au régime de retraite à prestations définies de la Société comptent pour 1,8 M\$ de l'augmentation constatée au quatrième trimestre et pour 6,6 M\$ de l'augmentation constatée au cours de l'exercice. De plus, en raison de l'application rétroactive des changements aux directives comptables des IFRS, les charges au titre des régimes de retraite ont augmenté de 1,0 M\$ au quatrième trimestre de 2012 et de 4,1 M\$ au cours de l'exercice, par rapport aux charges au titre des régimes de retraite constatées dans les états financiers consolidés contenus dans le rapport annuel 2012 de la Société financière IGM Inc. La rubrique « Changements de méthodes comptables » du présent rapport de gestion et les notes 2 et 13 des états financiers consolidés contiennent plus de renseignements au sujet du régime de retraite à prestations définies de la Société.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2013 COMPARATIVEMENT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2013

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires de gestion ont augmenté de 11,1 M\$, ou 3,9 %, pour s'établir à 294,3 M\$ au quatrième trimestre de 2013, par rapport au troisième trimestre de 2013. L'augmentation des produits tirés des honoraires de gestion résulte de l'augmentation de 4,1 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme il est indiqué dans le tableau 8.

Les renoncations relatives aux fonds du marché monétaire ont totalisé 0,8 M\$ au quatrième trimestre de 2013, comparativement à 0,7 M\$ au troisième trimestre.

Les honoraires d'administration ont augmenté pour s'établir à 64,4 M\$ au quatrième trimestre de 2013, comparativement à 61,2 M\$ au troisième trimestre de 2013. La hausse nette découle de l'augmentation de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement par rapport au troisième trimestre de 2013.

Les produits tirés des honoraires de distribution, chiffrés à 49,6 M\$ au quatrième trimestre de 2013, ont augmenté de 5,9 M\$, par rapport à 43,7 M\$ au troisième trimestre, principalement en raison d'une augmentation des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits d'assurance.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 11,0 M\$ au quatrième trimestre de 2013 comparativement à 12,5 M\$ au trimestre précédent, ce qui représente une diminution de 1,5 M\$ principalement liée aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 10,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013, en baisse de 1,5 M\$ par rapport à 12,3 M\$ au trimestre précédent, comme l'illustre le tableau 10. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont principalement attribuables à ce qui suit :

- Les ajustements défavorables de la juste valeur apportés aux swaps utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les prêts détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus à des tiers ou titrisés.
- Une hausse des profits sur ventes découlant de l'accroissement du volume des ventes.

Charges

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 71,0 M\$, comparativement à 68,0 M\$ au trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la rémunération liée aux produits et services financiers distribués. Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif ont augmenté de 1,0 M\$ pour s'établir à 56,0 M\$ au quatrième trimestre de 2013 par suite de l'accroissement de l'actif géré moyen.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 103,5 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 7,5 M\$, ou 7,8 %, par rapport à 96,0 M\$ au troisième trimestre de 2013. Cette hausse est en majeure partie liée au caractère saisonnier de certaines charges qui sont habituellement engagées au quatrième trimestre. L'augmentation tient également aux charges supplémentaires liées à la hausse visée de la productivité et du taux de rétention des nouveaux conseillers.

Mackenzie

Revue des activités

L'activité fondamentale de Mackenzie est de fournir des services de gestion de placements et des services connexes grâce à des solutions de placement diversifiées, par l'intermédiaire de multiples réseaux de distribution. Nous sommes déterminés à fournir à nos clients un rendement élevé des placements grâce à l'expérience et aux connaissances que nous avons acquises tout au long de nos 45 années d'activité dans le secteur de la gestion de placements.

Mackenzie tire ses produits principalement de ce qui suit :

- Les honoraires de gestion facturés à ses fonds communs de placement, aux comptes gérés à titre de sous-conseiller et à la clientèle institutionnelle.
- Les honoraires facturés à ses fonds communs de placement pour les services administratifs.
- Les frais de rachat sur les parts comportant des frais d'acquisition différés et des frais d'acquisition modérés.

Mackenzie tire la plus grande partie de ses produits des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la répartition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs sous-jacents gérés. Les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe, et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle.

STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des courtiers, des conseillers, des investisseurs et des employés convergent.

Au cours de la période, Mackenzie a consolidé sa vision et défini un certain nombre de priorités stratégiques afin d'assurer la réussite future de ses activités.

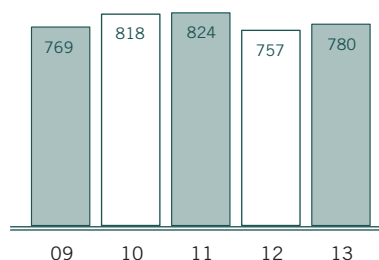
Notre vision : nous sommes engagés à assurer le succès financier des investisseurs, selon *leur* point de vue.

- Établir des bases solides, chaque fois, en toutes circonstances.
- Fournir un rendement ajusté en fonction du risque concurrentiel et constant.
- Transformer la distribution afin de stimuler les ventes et d'accroître la part de marché.
- Offrir aux investisseurs et aux conseillers des produits de grande qualité et anticiper activement leurs besoins futurs.
- Recommander aux investisseurs des solutions financières efficaces, axées sur les conseils.
- Instaurer une culture de gagnant.

Mackenzie cherche à maximiser le rendement des investissements de l'entreprise en concentrant les ressources sur les initiatives qui profitent directement à la gestion de placements, à la distribution et à l'expérience client.

Produits tirés des honoraires – Mackenzie¹

Pour les exercices (en M\$)



1. Exclut les activités abandonnées.

Fondée en 1967, Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Notre modèle de vente est fondé sur une multitude de canaux de distribution : le réseau de détail, les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Mackenzie distribue ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Les équipes de vente de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel. Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement. Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Mackenzie développe de nouvelles activités institutionnelles dans le cadre de ses relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite et en réponse aux demandes de propositions.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des niveaux de l'actif géré.

Mackenzie jouit d'une position enviable en vue de poursuivre le renforcement de ses relations de distribution grâce à son équipe de professionnels en placements chevronnés, à sa vaste gamme de produits, à ses produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance qu'elle accorde à l'expérience client et à l'excellence de ses placements.

Vente de filiales de Mackenzie

Le 31 juillet 2012, Mackenzie a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires de Winfund Software Corp. (« Winfund »).

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation de l'actif géré est présenté au tableau 11, et les variations des fonds communs de placement sont résumées au tableau 12.

La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par l'augmentation ou la diminution de la valeur de marché des titres détenus dans les portefeuilles de placements et le volume des ventes par rapport au volume des rachats.

Variation de l'actif géré – résultats de 2013 comparativement à ceux de 2012

Au 31 décembre 2013, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 65,3 G\$, soit une hausse de 6,2 %, comparativement à 61,5 G\$ au 31 décembre 2012. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 46,0 G\$ au 31 décembre 2013, soit une hausse de 13,9 %, comparativement à 40,4 G\$ au 31 décembre 2012. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 19,3 G\$ au 31 décembre 2013, soit une baisse de 8,5 % par rapport à 21,1 G\$ à l'exercice précédent.

TABEAU 11 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2013	30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012
Ventes	3 143,4 \$	2 524,4 \$	2 842,0 \$	24,5 %	10,6 %
Rachats	4 055,9	5 260,8	3 846,5	(22,9)	5,4
Rachats nets	(912,5)	(2 736,4)	(1 004,5)	66,7	9,2
Rendement du marché et produits	2 956,5	2 063,6	1 474,2	43,3	100,5
Variation de l'actif, montant net	2 044,0	(672,8)	469,7	n.s.	335,2
Actif au début	63 271,2	63 944,0	61 007,7	(1,1)	3,7
Actif à la fin	65 315,2 \$	63 271,2 \$	61 477,4 \$	3,2 %	6,2 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	46 024,4 \$	43 593,9 \$	40 394,4 \$	5,6 %	13,9 %
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes	19 290,8	19 677,3	21 083,0	(2,0)	(8,5)
	65 315,2 \$	63 271,2 \$	61 477,4 \$	3,2 %	6,2 %
Total de l'actif moyen mensuel¹	64 516,8 \$	62 803,5 \$	60 905,6 \$	2,7 %	5,9 %
EXERCICES CLOS LES (en M\$)					
			31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)
Ventes			12 362,7 \$	9 968,9 \$	24,0 %
Rachats ²			15 928,7	14 206,7	12,1
Rachats nets			(3 566,0)	(4 237,8)	15,9
Rendement du marché et produits			7 403,8	4 063,2	82,2
Variation de l'actif, montant net			3 837,8	(174,6)	n.s.
Actif au début			61 477,4	61 652,0	(0,3)
Actif à la fin			65 315,2 \$	61 477,4 \$	6,2 %
Total de l'actif moyen mensuel¹			63 813,8 \$	61 650,1 \$	3,5 %

1. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes.

2. Au troisième trimestre de 2013, Waddell & Reed Financial, Inc. a internalisé un mandat de 2,4 G\$ pour lequel Mackenzie agissait auparavant comme sous-conseiller.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, les ventes brutes de Mackenzie incluses dans le calcul du total de l'actif géré se sont chiffrées à 3,1 G\$, soit une hausse de 10,6 %, comparativement à 2,8 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats se sont chiffrés à 4,1 G\$, soit une hausse de 5,4 %, comparativement à 3,8 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 se sont établis à 0,9 G\$, comparativement à des rachats nets de 1,0 G\$ à l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 3,0 G\$, comparativement à une augmentation de 1,5 G\$ à l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2013, un client institutionnel a internalisé la gestion de mandats liés au marché monétaire d'une valeur de 730 M\$.

Le 2 juillet 2013, Waddell & Reed Financial, Inc. (« Waddell & Reed ») a internalisé la gestion de son Fonds mondial de ressources naturelles Ivy, pour lequel Mackenzie agissait auparavant à titre de sous-conseiller. Ce changement coïncide avec le départ à la retraite prévu du gestionnaire de portefeuille de Mackenzie responsable de ce mandat. L'actif du fonds se chiffrait à environ 2,4 G\$ au 2 juillet 2013 et est compris dans les rachats de Mackenzie pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 présentés dans le tableau 11.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les ventes brutes de Mackenzie incluses dans le calcul du total de l'actif géré se sont chiffrées à 12,4 G\$, soit une hausse de 24,0 %, comparativement à 10,0 G\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats se sont chiffrés à 15,9 G\$, soit une hausse de 12,1 %, comparativement à 14,2 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 se sont établis à 3,6 G\$, comparativement à des rachats nets de 4,2 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, compte non tenu de l'incidence du rachat par Waddell & Reed, se sont chiffrés à 1,1 G\$. Au cours de la période, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 7,4 G\$, comparativement à une augmentation de 4,1 G\$ à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,0 G\$, soit une hausse de 9,1 %, comparativement à 1,9 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 2,0 G\$, soit une baisse de 16,0 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 se sont établies

TABLEAU 12 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2013	30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012
Ventes	2 019,2 \$	1 301,4 \$	1 850,2 \$	55,2 %	9,1 %
Rachats	2 011,2	1 534,0	2 393,6	31,1	(16,0)
Ventes nettes (rachats nets)	8,0	(232,6)	(543,4)	n.s.	n.s.
Rendement du marché et produits	2 422,5	1 729,0	1 209,9	40,1	100,2
Variation de l'actif, montant net	2 430,5	1 496,4	666,5	62,4	264,7
Actif au début	43 593,9	42 097,5	39 727,9	3,6	9,7
Actif à la fin	46 024,4 \$	43 593,9 \$	40 394,4 \$	5,6 %	13,9 %
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement	44 839,9 \$	43 193,1 \$	39 746,0 \$	3,8 %	12,8 %
EXERCICES CLOS LES (en M\$)			31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)
Ventes			6 699,7 \$	5 489,6 \$	22,0 %
Rachats			7 186,9	7 463,4	(3,7)
Ventes nettes (rachats nets)			(487,2)	(1 973,8)	75,3
Rendement du marché et produits			6 117,2	3 227,5	89,5
Variation de l'actif, montant net			5 630,0	1 253,7	349,1
Actif au début			40 394,4	39 140,7	3,2
Actif à la fin			46 024,4 \$	40 394,4 \$	13,9 %
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement			43 048,0 \$	39 902,1 \$	7,9 %

à 8 M\$, comparativement à des rachats nets de 543 M\$ à l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 2,4 G\$, comparativement à une augmentation de 1,2 G\$ à l'exercice précédent.

Au cours du trimestre considéré, les activités de ventes brutes et de rachats de fonds communs de placement de Mackenzie ont subi l'incidence de transactions de rééquilibrage effectuées par un client institutionnel. Ces transactions ont donné lieu à des ventes brutes de 405 M\$ et à des rachats de 247 M\$. Des transactions de rééquilibrage similaires ont eu lieu au cours du trimestre clos le 31 décembre 2012 et ont entraîné des ventes brutes de fonds communs de placement de 556 M\$ et des rachats de 620 M\$.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 6,7 G\$, soit une hausse de 22,0 %, comparativement à 5,5 G\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 7,2 G\$, soit une baisse de 3,7 % par rapport à 7,5 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 se sont établis à 487 M\$, comparativement à des rachats nets de 2,0 G\$ à l'exercice précédent. Au cours de la période, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 6,1 G\$, comparativement à une augmentation de 3,2 G\$ à l'exercice précédent.

Les rachats de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2013 se sont chiffrés à 1,9 G\$ et à 6,8 G\$, respectivement, comparativement à 2,3 G\$ et à 7,0 G\$ à l'exercice précédent. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme, soit 17,2 % au quatrième trimestre de 2013, était inférieur au taux de 23,2 % enregistré au quatrième trimestre de 2012. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme, compte non tenu des transactions de rééquilibrage, s'établissait à 15,0 % au quatrième trimestre de 2013, comparativement à 16,9 % au quatrième trimestre de 2012. Au 31 décembre 2013, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 16,0 %, comparativement à 17,9 % à l'exercice précédent. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme, compte non tenu des transactions de rééquilibrage effectuées aux quatre trimestres de 2013 et de 2012, s'établissait à 15,4 % au 31 décembre 2013, comparativement à 16,3 % à

l'exercice précédent. Le plus récent taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme disponible pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 16,7 % au 30 septembre 2013. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition reportés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition reportés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition reportés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

Variation de l'actif géré – quatrième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2013

Au 31 décembre 2013, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 65,3 G\$, soit une hausse de 3,2 %, comparativement à 63,3 G\$ au 30 septembre 2013, comme le présente le tableau 11. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie a augmenté de 5,6 %, pour s'établir à 46,0 G\$ au cours du trimestre, et les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie sont passés de 19,7 G\$ à 19,3 G\$ au 31 décembre 2013, ce qui représente une diminution de 0,4 G\$.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,0 G\$, en hausse de 55,2 % par rapport au troisième trimestre de 2013. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 2,0 G\$ pour le quatrième trimestre, en hausse de 31,1 % par rapport au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 8 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 233 M\$ au trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 1,9 G\$, comparativement à 1,4 G\$ au trimestre clos le 30 septembre 2013. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds à long terme était de 17,2 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, comparativement à 13,4 % au troisième trimestre de 2013. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 12 M\$, comparativement à des rachats nets de 210 M\$ au trimestre précédent. Compte non tenu des transactions de rééquilibrage effectuées au cours du trimestre considéré, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 15,0 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, comparativement à 13,4 % au troisième trimestre.

TABLEAU 13 : ACTIF GÉRÉ PAR OBJECTIF DE PLACEMENT – MACKENZIE

(en M\$)	2013		2012	
Actions				
Canadien	16 138,2 \$	24,7 %	14 220,0 \$	23,1 %
Étranger	18 567,9	28,4	18 037,7	29,4
	34 706,1	53,1	32 257,7	52,5
Équilibré				
Canadien	11 741,7	18,0	9 497,2	15,5
Étranger	2 080,0	3,2	2 365,4	3,8
	13 821,7	21,2	11 862,6	19,3
Revenu fixe				
Canadien	14 574,5	22,3	14 905,9	24,2
Étranger	117,4	0,2	104,6	0,2
	14 691,9	22,5	15 010,5	24,4
Marché monétaire				
Canadien	2 084,4	3,2	2 327,1	3,8
Étranger	11,1	-	19,5	-
	2 095,5	3,2	2 346,6	3,8
Total	65 315,2 \$	100,0 %	61 477,4 \$	100,0 %
Composé des éléments suivants :				
Fonds communs de placement	46 024,4 \$	70,5 %	40 394,4 \$	65,7 %
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes	19 290,8	29,5	21 083,0	34,3
	65 315,2 \$	100,0 %	61 477,4 \$	100,0 %

GESTION DE PLACEMENTS

Mackenzie diversifie son actif géré en fonction d'objectifs de placement, comme le démontre le tableau 13. L'élaboration d'une vaste gamme de capacités de placement et de produits constitue et demeure la principale force de l'organisation pour répondre aux besoins financiers changeants de nos clients.

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 décembre 2013, 48 %, 53 % et 53 % des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la note attribuée par le service de notation de fonds Morningstar[†]. Au 31 décembre 2013, 78 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie mesuré par Morningstar[†] étaient notés trois étoiles ou mieux et 43 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 78 % pour les

fonds notés trois étoiles ou plus et de 39 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2013. Ces notations excluent la Gamme de fonds Quadrus[†].

PRODUITS

La gamme diversifiée de produits de placement de Mackenzie est conçue pour répondre aux besoins des investisseurs et pour les aider à atteindre leurs objectifs. Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients. Au nombre des initiatives entreprises en 2013 figure ce qui suit :

- Le 5 avril, Mackenzie a annoncé qu'elle interrompait les achats de parts de certains fonds qui ont recours à des opérations de requalification afin d'offrir aux investisseurs une exposition avantageuse sur le plan fiscal à certains placements. Cette mesure faisait suite aux changements proposés aux lois fiscales canadiennes annoncés dans le budget fédéral 2013. Après une

évaluation plus approfondie des propositions contenues dans le budget, Mackenzie a annoncé, le 28 mai 2013, qu'elle réouvrait six des fonds qui avaient été plafonnés temporairement.

- Le 16 avril, la filiale de Mackenzie à Singapour a obtenu son inscription auprès des autorités monétaires de Singapour et elle a été nommée sous-conseillère pour le Fonds mondial d'obligations Symétrie.
- Le 23 avril, Mackenzie a annoncé qu'elle apportait diverses améliorations afin de simplifier et de renforcer sa gamme de produits de fonds communs de placement. Les améliorations aux produits sont de diverses natures :
 - Réorganisation et fusion proposées de fonds – Mackenzie proposait de fusionner 27 fonds à mandat d'investissement restreint, ainsi que des fonds de moindre envergure ou dont les objectifs d'investissement se recoupent. Ces fusions ont été réalisées au cours du troisième trimestre.
 - Lancement de fonds – le lancement des deux fonds à revenu fixe suivants a eu lieu le 6 mai 2013 : le Fonds d'obligations stratégiques Mackenzie et le Fonds de revenu à taux variable Mackenzie. Les deux fonds sont gérés par l'équipe des placements à revenu fixe de Mackenzie, et ils permettent de compléter la gamme de fonds à revenu fixe de Mackenzie.
 - Améliorations de fonds – depuis le 1^{er} mai 2013, l'équipe des placements à revenu fixe de Mackenzie assure la gestion de la portion en titres à revenu fixe des fonds équilibrés suivants : le Fonds mondial équilibré Mackenzie Ivy, le Fonds de croissance et de revenu Mackenzie Ivy et le Fonds canadien équilibré Mackenzie Cundill. Grâce à ces changements, la portion en titres à revenu fixe de chacun des fonds équilibrés de Mackenzie est désormais gérée par une équipe spécialisée en revenu fixe.
- Changement de nom de certaines équipes de placement – en vue d'aider les conseillers dans leur choix d'investissements, plusieurs équipes de placement de Mackenzie sont maintenant nommées en fonction de leur spécialité au lieu d'être désignées par une sous-marque.
- Nouvelles règles d'appellation et amélioration de l'objectif de placement des fonds – le 15 juillet 2013, Mackenzie a modifié les noms de certains de ses fonds afin de s'assurer qu'ils décrivent plus adéquatement leur mandat et leur objectif de placement. Le 26 juillet 2013, les objectifs de placement des fonds suivants ont été améliorés et leurs noms ont été changés : le Fonds de croissance de petites capitalisations mondiales Mackenzie et la Catégorie Mackenzie Croissance de petites capitalisations mondiales, le Fonds mondial de dividendes Mackenzie, et la Catégorie Mackenzie Croissance américaine.
- Le 7 octobre, Mackenzie a lancé la Catégorie Mackenzie Dividendes toutes capitalisations, un portefeuille équilibré très diversifié d'instruments de capitaux propres et de titres à revenu fixe nord-américains à haut rendement.
- Le 15 octobre, Mackenzie a lancé le Programme Patrimoine privé Mackenzie à l'intention des investisseurs ayant plus de 100 000 \$ à investir. Le programme présente une tarification dégressive accordant davantage de réductions au fur et à mesure que les niveaux d'investissement augmentent, une gamme élargie d'options de placements et des séries souples visant à répondre à des objectifs financiers et à des structures de compte spécifiques. Les investisseurs dans le programme bénéficient également de rapports améliorés, de services de rééquilibrage personnalisables et de conseils dans les domaines de la fiscalité et des successions.

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le tableau 14 présente le bénéfice avant intérêts et impôt de Mackenzie.

RÉSULTATS DE 2013 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2012

Produits

Mackenzie tire la plus grande partie de ses produits des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la répartition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs sous-jacents gérés. Les taux des honoraires de gestion des

mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe, et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est achetée pour des épargnants. Mackenzie offre également certaines séries de ses fonds communs de placement assorties de frais de gestion pour des programmes tarifés, une clientèle institutionnelle et des programmes de placement de tierces parties offerts par des banques, des compagnies d'assurances et des courtiers en valeurs mobilières. Mackenzie ne verse pas de commissions pour ces séries de fonds communs de placement.

TABLEAU 14 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2013	30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012
Produits					
Honoraires de gestion	168,6 \$	167,2 \$	156,5 \$	0,8 %	7,7 %
Honoraires d'administration	26,3	26,4	26,1	(0,4)	0,8
Honoraires de distribution	3,3	3,1	3,6	6,5	(8,3)
	198,2	196,7	186,2	0,8	6,4
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,8	0,8	0,4	n.s.	n.s.
	202,0	197,5	186,6	2,3	8,3
Charges					
Commissions	16,6	16,7	18,6	(0,6)	(10,8)
Commissions de suivi	53,7	51,2	44,6	4,9	20,4
Charges autres que les commissions	64,9	65,2	61,1	(0,5)	6,2
	135,2	133,1	124,3	1,6	8,8
Bénéfice avant intérêts et impôt	66,8 \$	64,4 \$	62,3 \$	3,7 %	7,2 %
EXERCICES CLOS LES (en M\$)					
			31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			662,0 \$	634,2 \$	4,4 %
Honoraires d'administration			104,0	105,8	(1,7)
Honoraires de distribution			13,6	16,9	(19,5)
			779,6	756,9	3,0
Produits tirés des placements nets et autres produits			7,3	2,5	192,0
			786,9	759,4	3,6
Charges					
Commissions			69,7	80,6	(13,5)
Commissions de suivi			202,0	179,0	12,8
Charges autres que les commissions			264,6	248,6	6,4
			536,3	508,2	5,5
Bénéfice avant intérêts et impôt			250,6 \$	251,2 \$	(0,2) %

Les honoraires de gestion se sont établis à 168,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, soit une hausse de 12,1 M\$, ou 7,7 %, comparativement à 156,5 M\$ à l'exercice précédent. Les honoraires de gestion se sont établis à 662,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, soit une hausse de 27,8 M\$, ou 4,4 %, comparativement à 634,2 M\$ à l'exercice précédent. La hausse des honoraires de gestion correspond à l'augmentation de la moyenne du total de l'actif géré de Mackenzie combinée à une modification de la répartition de l'actif géré. Cette hausse a été contrebalancée par un montant de 4,6 M\$ découlant de l'incidence des frais de sous-conseiller renégociés avec CMA Holdings Inc., en vigueur au 1^{er} octobre 2013.

La moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 64,5 G\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, comparativement à 60,9 G\$ en 2012, ce qui constitue une augmentation de 5,9 %. La moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 63,8 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, comparativement à 61,7 G\$ en 2012, ce qui constitue une augmentation de 3,5 %.

Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 103,7 points de base au cours du trimestre clos le 31 décembre 2013, comparativement à 102,2 points de base en 2012. Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 103,7 points de base au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, comparativement à 102,9 points de base en 2012. La hausse du taux moyen des honoraires pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2013 est attribuable à une modification de la répartition de l'actif géré, notamment la proportion accrue de produits à tarification de détail occasionnée par la perte du mandat de sous-conseiller au profit de Waddell & Reed, dont il a déjà été question.

Mackenzie tire des honoraires d'administration principalement de la prestation de services à l'égard de ses fonds communs de placement. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 26,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, comparativement à 26,1 M\$ en 2012. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 104,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, comparativement à 105,8 M\$ en 2012.

Depuis le 1^{er} août 2007, Mackenzie assume les charges opérationnelles des fonds Mackenzie autres que la TPS et la TVH et certains frais déterminés associés aux fonds, moyennant des frais d'administration à taux fixe pour chacun des fonds. Les fonds qui existaient au 1^{er} août 2007 pourraient devoir payer à Mackenzie un ajustement mensuel lié aux charges opérationnelles si la moyenne mensuelle de l'actif net combiné de la totalité des fonds et des séries de Mackenzie qui étaient visés par la proposition touchant la méthode d'imputation des frais d'administration, approuvée par les investisseurs le 7 août 2007, diminuait pour atteindre 95 % du total de l'actif net au 1^{er} août 2007.

En raison du volume de l'actif de ses fonds communs de placement, Mackenzie a continué de recevoir un ajustement lié aux charges opérationnelles au cours de la période considérée. L'ajustement lié aux charges opérationnelles s'est chiffré à 2,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 et à 13,7 M\$ pour l'exercice clos à cette date, comparativement à 5,0 M\$ et à 18,5 M\$, respectivement, en 2012.

Mackenzie perçoit des produits tirés des honoraires de distribution sur les rachats d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition reportés et une option d'achat avec frais modérés. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais d'acquisition reportés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après sept ans. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais modérés commencent à 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après trois ans. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 3,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, en baisse de 0,3 M\$ comparativement à 3,6 M\$ à l'exercice précédent. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 13,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, en baisse de 3,3 M\$ comparativement à 16,9 M\$ à l'exercice précédent.

Charges

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 135,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, ce qui représente une hausse de 10,9 M\$, ou 8,8 %, par rapport à 124,3 M\$ à l'exercice précédent. Les charges se sont élevées à 536,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, en hausse de 28,1 M\$, ou 5,5 %, par rapport à 508,2 M\$ en 2012.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition reportés et une option d'achat avec frais modérés. Les charges au titre des commissions de vente différées comprennent l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Mackenzie amortit ses commissions de vente sur une période maximale de trois ans à compter de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais modérés et sur une période maximale de sept ans à partir de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais d'acquisition reportés. La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 16,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, comparativement à 18,6 M\$ à l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 69,7 M\$, comparativement à 80,6 M\$ en 2012. Ces diminutions sont cohérentes avec la réduction des montants versés au titre des commissions de vente différées au cours des dernières années et avec la diminution des radiations du solde non amorti des commissions de vente différées relatives aux rachats.

Les commissions de suivi versées aux courtiers sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement et varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais d'acquisition reportés ou des frais modérés. Les commissions de suivi ont totalisé 53,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, soit une hausse de 9,1 M\$, ou 20,4 %, par rapport à 44,6 M\$ à l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les commissions de suivi se sont établies à 202,0 M\$, en hausse de 23,0 M\$, ou 12,8 %, comparativement à 179,0 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation des commissions de suivi découle à la fois de la hausse de l'actif moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre et d'une modification de la composition de l'actif des fonds communs de placement, qui est désormais orientée vers des séries de fonds communs de placement qui offrent des taux de commissions de suivi plus élevés. Pour la période, ces changements comprennent l'incidence d'une pondération plus élevée de fonds d'actions, ainsi que d'une pondération plus importante de séries de fonds sans frais, qui sont tous assujettis à des taux de commissions de suivi plus élevés. Les commissions de suivi, en tant que pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, se sont chiffrées à 47,9 points de base pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 et à 46,9 points de base pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, comparativement à 44,9 points de base pour chacune des périodes correspondantes de 2012.

Les charges autres que les commissions sont engagées par Mackenzie relativement à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de son actif géré. Les charges autres que les commissions ont totalisé 64,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, soit une hausse de 3,8 M\$, ou 6,2 %, par rapport à 61,1 M\$ en 2012. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les charges autres que les commissions se sont établies à 264,6 M\$, en hausse de 16,0 M\$, ou 6,4 %, comparativement à 248,6 M\$ en 2012. Mackenzie continue d'attirer, de retenir et de former des employés et d'investir de manière stratégique dans ses systèmes et outils technologiques afin d'accroître ses capacités opérationnelles futures tout en investissant dans les activités visant à générer des produits en vue de faire croître davantage l'entreprise.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2013 COMPARATIVEMENT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2013

Produits

Les produits de Mackenzie se sont chiffrés à 202,0 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 4,5 M\$, ou 2,3 %, par rapport à 197,5 M\$ au troisième trimestre de 2013.

Les honoraires de gestion se sont élevés à 168,6 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 1,4 M\$, ou 0,8 %, par rapport à 167,2 M\$ au troisième trimestre de 2013. Les facteurs suivants ont contribué à cette augmentation nette :

- La moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 64,5 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 62,8 G\$ au trimestre clos le 30 septembre 2013, ce qui constitue une augmentation de 2,7 %.
- Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 103,7 points de base au cours du trimestre considéré, contre 105,6 points de base au troisième trimestre de 2013, en raison d'une modification de la répartition de l'actif géré, notamment l'incidence de taux renégociés dans le cadre de notre relation de sous-conseiller avec CMA Holdings Inc.

Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 26,3 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 0,1 M\$, ou 0,4 %, par rapport à 26,4 M\$ au trimestre précédent. Les honoraires d'administration du trimestre considéré incluaient un ajustement lié aux charges opérationnelles des fonds de 2,7 M\$, comparativement à 3,4 M\$ au troisième trimestre de 2013.

Charges

Les charges de Mackenzie se sont chiffrées à 135,2 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 2,1 M\$, ou 1,6 %, par rapport à 133,1 M\$ au troisième trimestre de 2013.

La charge liée aux commissions, qui représente l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 16,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, comparativement à 16,7 M\$ au troisième trimestre de 2013.

Les commissions de suivi se sont établies à 53,7 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une augmentation de 2,5 M\$, ou 4,9 %, comparativement à 51,2 M\$ au troisième trimestre de 2013. La variation des commissions de suivi est conforme à l'augmentation de 3,8 % de l'actif géré moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre, à laquelle s'ajoute la modification de la composition de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie, qui a donné lieu à une hausse du taux effectif des commissions de suivi, qui s'est établi à 47,9 points de base, par rapport à 47,4 points de base au troisième trimestre de 2013.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 64,9 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 0,3 M\$, ou 0,5 %, par rapport à 65,2 M\$ au troisième trimestre de 2013.

Activités internes et autres

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le secteur Activités internes et autres comprend les produits tirés des placements nets non attribués aux secteurs Groupe Investors ou Mackenzie, la quote-part du résultat de sa société affiliée, Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), revenant à la Société, les résultats opérationnels d'Investment Planning Counsel Inc., les autres produits, ainsi que les écritures d'élimination à la consolidation.

Le tableau 15 présente le bénéfice avant intérêts et impôt du secteur Activités internes et autres.

RÉSULTATS DE 2013 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2012

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 21,9 M\$ au quatrième trimestre de 2013, comparativement à 24,7 M\$ en 2012. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 96,8 M\$, en hausse de 2,8 M\$ par rapport à 2012. L'augmentation pour l'exercice est liée à la hausse de 7,3 M\$ de la quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la reprise, en 2012, d'une charge au titre d'un produit de fonds communs de placement non destiné aux épargnants.

Le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a diminué de 1,6 M\$ au quatrième trimestre de 2013, comparativement à la période correspondante de 2012, et diminué de 1,2 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 par rapport à 2012.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2013 COMPARATIVEMENT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2013

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 21,9 M\$ au quatrième trimestre de 2013, ce qui constitue une diminution de 3,5 M\$ par rapport au trimestre précédent, en grande partie en raison de la baisse de la quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société, comme en fait état la section intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion.

Au quatrième trimestre de 2013, le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 1,7 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Au quatrième trimestre de 2013, Investment Planning Counsel a acquis les actions d'Independent Planning Group Inc. et de ses entités liées.

TABLEAU 15 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2013	30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2013	31 DÉC. 2012
Produits					
Produits tirés des honoraires	48,4 \$	44,0 \$	41,8 \$	10,0 %	15,8 %
Produits tirés des placements nets et autres produits	21,9	25,4	24,7	(13,8)	(11,3)
	70,3	69,4	66,5	1,3	5,7
Charges					
Commissions	32,0	28,9	27,0	10,7	18,5
Charges autres que les commissions	11,5	11,8	8,2	(2,5)	40,2
	43,5	40,7	35,2	6,9	23,6
Bénéfice avant intérêts et impôt	26,8 \$	28,7 \$	31,3 \$	(6,6) %	(14,4) %
EXERCICES CLOS LES (en M\$)			31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	VARIATION (%)
Produits					
Produits tirés des honoraires			181,1 \$	170,6 \$	6,2 %
Produits tirés des placements nets et autres produits			96,8	94,0	3,0
			277,9	264,6	5,0
Charges					
Commissions			119,8	110,2	8,7
Charges autres que les commissions			47,2	42,7	10,5
			167,0	152,9	9,2
Bénéfice avant intérêts et impôt			110,9 \$	111,7 \$	(0,7) %

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'établissait à 12,9 G\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 12,0 G\$ au 31 décembre 2012.

TITRES

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 16.

Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente incluent les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans les autres éléments du bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat. Les pertes subséquentes sont aussi constatées dans le bénéfice net.

Titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres, les fonds d'investissement exclusifs et les Obligations hypothécaires du Canada. Les profits et les pertes latents sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société évalue qu'elle contrôle le fonds d'investissement, tel qu'il est mentionné à la note 2 des états financiers consolidés. Au 31 décembre 2013, les placements sous-jacents liés à ces fonds d'investissement consolidés étaient constitués principalement de trésorerie et de placements à court terme (17,7 M\$), de titres de capitaux propres (29,1 M\$) et de titres à revenu fixe (9,8 M\$). Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Dans le cadre de ses activités continues de gestion du risque de taux d'intérêt liées à sa participation au Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), la Société a acheté des Obligations hypothécaires du Canada pour la première fois en 2009. Ces obligations étaient financées au moyen de pensions livrées sur titres, lesquelles représentent des transactions de financement à court terme dans le cadre desquelles la Société vend des titres qu'elle détient déjà et s'engage simultanément à racheter les mêmes titres à un prix convenu à une date future déterminée. Les charges d'intérêts relatives à ces obligations sont constatées au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les comptes consolidés de résultat.

Au cours du troisième trimestre de 2013, la Société a vendu les Obligations hypothécaires du Canada pour un montant de 217,8 M\$ et a réglé l'obligation connexe de racheter les titres de 218,6 M\$, puisque la Société a atteint ses objectifs d'investissement et de gestion des risques liés à ces obligations.

PRÊTS

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 17.

Les prêts comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et représentaient 45,4 % du total de l'actif au 31 décembre 2013, comparativement à 41,1 % au 31 décembre 2012. Ils comprennent les prêts qui sont :

- vendus à des programmes de titrisation – ces prêts sont vendus à des fiducies de titrisation commanditées par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 31 décembre 2013, un passif correspondant de 5,6 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 4,7 G\$ au 31 décembre 2012.
- liés aux activités d'intermédiaire – ces prêts sont détenus par la Société afin de tirer des intérêts des activités de dépôt de la Société.

TABLEAU 16 : TITRES

(en M\$)	31 DÉCEMBRE 2013		31 DÉCEMBRE 2012	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente				
Fonds d'investissement exclusifs	3,4 \$	4,1 \$	23,4 \$	24,1 \$
Juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de capitaux propres	6,7	8,0	6,1	6,2
Fonds d'investissement exclusifs	54,2	56,6	24,1	24,7
Obligations hypothécaires du Canada	-	-	220,4	225,5
	60,9	64,6	250,6	256,4
	64,3 \$	68,7 \$	274,0 \$	280,5 \$

- liés aux activités bancaires hypothécaires – ces prêts sont détenus temporairement par la Société en attendant d’être vendus ou titrisés.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d’hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou des banques canadiennes. Le Groupe Investors gère des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 10,6 G\$, dont une tranche de 2,1 G\$ est montée par les filiales de Lifeco.

ACCORDS DE TITRISATION

Par l’entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus à des fiduciaires de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l’habitation* (les « TH LNH ») commandités par la SCHL et par l’intermédiaire du Programme OHC, ainsi que par l’entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est limité grâce à l’assurance. En vertu des IFRS, la décomptabilisation d’un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même

que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l’entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d’emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti; ii) les produits d’intérêts et les charges d’intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d’intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires.

Au quatrième trimestre de 2013, la Société a titrisé des prêts par l’intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 874,1 M\$, comparativement à 566,8 M\$ en 2012. La juste valeur des droits conservés de la Société se chiffrait à 112,5 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 69,1 M\$ au 31 décembre 2012. Les droits conservés par la Société à l’égard des prêts titrisés comprennent les comptes de réserve en trésorerie de 29,0 M\$, qui sont reflétés dans le bilan, et les droits à la marge excédentaire future de 99,7 M\$, qui ne sont pas reflétés dans le bilan. Les droits conservés comprennent également la composante d’un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Cette composante du swap est constatée dans le bilan et sa juste valeur négative s’établit à 16,2 M\$ au 31 décembre 2013. La rubrique « Risque lié aux instruments financiers » du présent rapport de gestion et la note 6 des états financiers consolidés contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société.

TABLEAU 17 : PRÊTS

<i>(en M\$)</i>	31 DÉCEMBRE 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Prêts et créances		
Vendus dans le cadre de programmes de titrisation	5 491,5 \$	4 639,0 \$
Activités d’intermédiaire	36,4	35,1
	5 527,9	4 674,1
Moins : provision collective	0,7	0,7
	5 527,2	4 673,4
Détenus à des fins de transaction		
Activités bancaires hypothécaires	324,3	248,8
	5 851,5 \$	4 922,2 \$

TABLEAU 18 : PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

EXERCICES CLOS LES (en M\$)	31 DÉCEMBRE 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Participation dans une société affiliée – méthode de la mise en équivalence		
Solde au début		
Données présentées antérieurement	621,1 \$	612,5 \$
Changement de méthode comptable	(20,7)	(14,0)
Données retraitées	600,4	598,5
Actions supplémentaires acquises	49,7	-
Quote-part du bénéfice	84,8	77,5
Quote-part de la variation de la provision liée à des litiges de la société affiliée ¹	9,0	(5,6)
Dividendes reçus	(47,7)	(46,5)
Quote-part des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) et autres ajustements	21,6	(23,5)
Solde à la fin	717,8 \$	600,4 \$
Juste valeur à la fin	1 301,4 \$	918,6 \$

1. Se reporter au Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion.

PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

La participation dans une société affiliée correspond à la participation de 4 % de la Société dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »). La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres

produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres. La variation de la valeur comptable pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, par rapport à 2012, est présentée au tableau 18.

Le 12 mars 2013, la Société a acheté 1 950 000 reçus de souscription de Lifeco, qui ont été inscrits au coût. Le 18 juillet 2013, l'acquisition d'Irish Life Group Limited a été conclue et les reçus de souscription de Lifeco ont été échangés contre 1 950 000 actions ordinaires de Lifeco pour un coût de 49,7 M\$. Par suite de cette transaction, la Société conserve sa participation actuelle de 4 % dans Lifeco.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 1,08 G\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 1,06 G\$ au 31 décembre 2012. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 6,2 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 11,9 M\$ au 31 décembre 2012, comme l'illustre le tableau 19.

Le fonds de roulement totalisait 1 161,1 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 1 031,8 M\$ au 31 décembre 2012. Le fonds de roulement exclut les activités de dépôt de la Société.

Le fonds de roulement est utilisé aux fins suivantes :

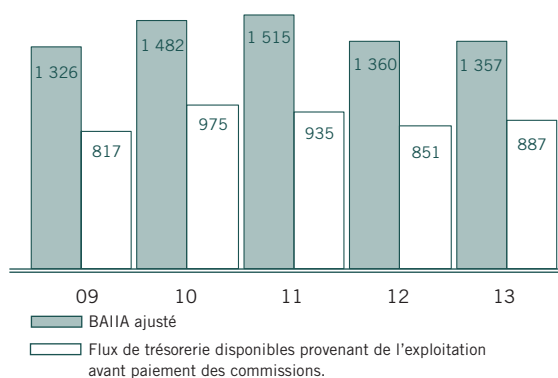
- Le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente.
- Le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.
- Le paiement d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.
- Le financement du rachat d'actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités.

Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ajusté ») a totalisé 1 357,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, comparativement à 1 360,1 M\$ à l'exercice 2012. Le BAIIA ajusté pour chaque période considérée exclut l'incidence de l'amortissement des commissions de vente différées, qui ont totalisé 245,1 M\$ en 2013, comparativement à 266,2 M\$ en 2012. En plus de constituer une importante mesure complémentaire de rendement, le BAIIA est une mesure utilisée couramment

Bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissements (BAIIA ajusté)

Pour les exercices (en M\$)



BAIIA ajusté

2009 exclut une charge sans effet de trésorerie liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente, une prime versée au rachat des actions privilégiées et le bénéfice lié aux activités abandonnées.

2010 exclut les éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS, la quote-part de la provision supplémentaire liée à des litiges de la société affiliée et le bénéfice lié aux activités abandonnées.

2011 exclut le bénéfice lié aux activités abandonnées et la quote-part de l'avantage lié à la variation des provisions liées à des litiges de la société affiliée.

2012 exclut la quote-part de la charge au titre de la variation des provisions liées à des litiges de la société affiliée.

2013 exclut une charge liée à la restructuration et d'autres charges, ainsi que la quote-part de l'avantage découlant de la variation des provisions liées à des litiges de la société affiliée.

par les analystes de placements et les agences de notation pour évaluer les sociétés de gestion d'actifs.

Se reporter à la rubrique « Risque lié aux instruments financiers » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

TABLEAU 19 : ACTIVITÉS DE DÉPÔT – SITUATION FINANCIÈRE

(en M\$)	31 DÉCEMBRE 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6,2 \$	11,9 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir	161,7	136,6
Prêts	30,8	27,5
Total de l'actif	198,7 \$	176,0 \$
Passif et capitaux propres		
Passif lié aux dépôts	186,4 \$	163,2 \$
Autres passifs	0,9	1,0
Capitaux propres	11,4	11,8
Total du passif et des capitaux propres	198,7 \$	176,0 \$

Flux de trésorerie

Le tableau 20, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. En 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 23,3 M\$, comparativement à une augmentation de 6,7 M\$ en 2012.

Les activités opérationnelles, avant les commissions versées, ont généré 952,4 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, comparativement à 921,2 M\$ en 2012. Les commissions en trésorerie versées se sont chiffrées à 237,1 M\$ en 2013, comparativement à 211,6 M\$ en 2012. Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, déduction faite des commissions versées, se sont établis à 715,3 M\$ en 2013, comparativement à 709,6 M\$ en 2012.

Voici à quoi ont principalement trait les activités de financement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 par rapport à 2012 :

- Une augmentation nette de 23,2 M\$ des dépôts et des certificats en 2013, comparativement à une augmentation nette de 12,5 M\$ en 2012.
- Un versement net de 225,4 M\$ en 2013 relatif aux obligations liées à des actifs vendus en vertu de pensions livrées sur titres, comparativement à un versement net de 1,8 M\$ en 2012. Le versement net pour 2013 comprenait le règlement d'obligations d'un montant de 218,6 M\$ relatif à la vente d'Obligations hypothécaires du Canada d'un montant de 217,8 M\$, qui sont présentées dans les Activités d'investissement.
- Une augmentation nette de 872,5 M\$ en 2013 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 873,5 M\$ en 2012.

- Le produit reçu à l'émission d'actions ordinaires de 59,8 M\$ en 2013, comparativement à 24,5 M\$ en 2012.
- L'achat de 1 336 400 actions ordinaires en 2013 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, au coût de 62,8 M\$, comparativement à l'achat de 5 347 900 actions ordinaires au coût de 214,9 M\$ en 2012.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 8,8 M\$ en 2013, soit le même montant qu'en 2012.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 541,9 M\$ en 2013, comparativement à 549,0 M\$ en 2012.

Voici à quoi ont principalement trait les activités d'investissement de l'exercice clos le 31 décembre 2013 par rapport à 2012 :

- L'achat de titres totalisant 77,9 M\$ et le produit de 296,1 M\$ de la vente de titres en 2013, comparativement à 57,9 M\$ et à 90,2 M\$, respectivement, en 2012. Le produit en 2013 comprenait la vente des Obligations hypothécaires du Canada pour un montant de 217,8 M\$.
- L'augmentation nette des prêts de 923,9 M\$ en 2013, comparativement à une augmentation nette de 825,4 M\$ en 2012, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.
- La participation de 49,7 M\$ dans une société affiliée au premier trimestre de 2013. La Société a acheté 1 950 000 reçus de souscription de Lifeco qui ont été échangés au troisième trimestre contre 1 950 000 actions ordinaires de Lifeco.

TABLEAU 20 : FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICES CLOS LES (en M\$)	31 DÉCEMBRE 2013	31 DÉCEMBRE 2012	VARIATION (%)
Activités opérationnelles			
Avant paiement des commissions	952,4	921,2	3,4 %
Commissions payées	(237,1)	(211,6)	(12,1)
Déduction faite des commissions payées	715,3	709,6	0,8
Activités de financement	116,5	135,8	(14,2)
Activités d'investissement	(808,5)	(838,7)	3,6
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	23,3	6,7	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 059,1	1 052,4	0,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 082,4	1 059,1	2,2 %

SOURCES DE FINANCEMENT

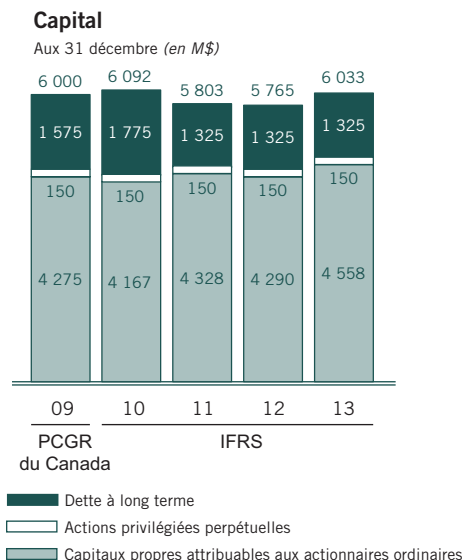
L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme, les actions privilégiées perpétuelles et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 6,0 G\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 5,8 G\$ au 31 décembre 2012. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités opérationnelles continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences réglementaires en matière de capital comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences réglementaires relatives au capital.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 1 325 M\$ au 31 décembre 2013, soit le même montant qu'au 31 décembre 2012. La dette à long terme comprend des débiteures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Les actions privilégiées perpétuelles, chiffrées à 150 M\$ au 31 décembre 2013, demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2012.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a racheté 1 336 400 actions ordinaires au coût de 62,8 M\$ dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités (se reporter à la note 16 des états financiers consolidés). La Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 12 avril 2013 visant jusqu'à 5 % de ses actions ordinaires pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et à d'autres fins de gestion du capital. Les autres activités en 2013 comprennent la déclaration de dividendes de 8,8 M\$ sur actions privilégiées perpétuelles, ou 1,475 \$ par action,



et de 542,0 M\$ sur actions ordinaires, ou 2,15 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

À l'heure actuelle, la notation attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») à la dette de premier rang et au passif de la Société est de « A+ » avec une perspective stable. La notation attribuée par Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») aux débiteures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis seront faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui

pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A+ » qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société par S&P correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. La notation « A+ » attribuée à une débenture indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que la Société est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les sociétés mieux notées.

Selon S&P, la perspective « stable » indique que S&P considère qu'il est peu probable que la notation change à moyen terme.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 26 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne notation, les entreprises qui l'obtiennent pourraient être plus vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

Selon DBRS, la tendance « stable » aide les investisseurs à comprendre la façon dont elle entrevoit l'avenir du titre.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 21 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer, les pensions livrées sur titres et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les titres sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.
- Les prêts classés dans les prêts et créances sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.

- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.
- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 22 des états financiers consolidés, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

TABLEAU 21 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	31 DÉCEMBRE 2013		31 DÉCEMBRE 2012	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Titres				
– Disponibles à la vente	4,1	4,1	24,1	24,1
– Détenus à des fins de transaction	64,6	64,6	256,4	256,4
Prêts				
– Détenus à des fins de transaction	324,3	324,3	248,8	248,8
Instruments financiers dérivés	57,4	57,4	63,3	63,3
Actifs financiers inscrits au coût amorti				
Prêts				
– Prêts et créances	5 527,2	5 695,0	4 673,4	4 792,0
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	35,5	35,5	70,8	70,8
Passifs financiers inscrits au coût amorti				
Dépôts et certificats	186,4	187,9	163,2	164,8
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	5 572,1	5 671,4	4 700,9	4 786,7
Dette à long terme	1 325,0	1 577,8	1 325,0	1 628,9

Gestion des risques

La Société est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Le succès continu de la Société repose sur sa capacité à gérer ces risques; elle met notamment l'accent sur une solide culture de gestion des risques et une approche efficace en la matière. L'approche de la Société à cet égard repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement.

La structure de gouvernance du risque de la Société privilégie le maintien d'un cadre cohérent et exhaustif dans l'ensemble de la Société et de ses filiales, lequel détermine clairement les responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité directeur de gestion des risques relevant du comité de direction. Un service de gestion des risques, des groupes de conformité des ventes et de l'entreprise, ainsi que le service d'audit interne de la Société assurent une surveillance supplémentaire.

Le conseil d'administration supervise la gestion des risques et s'acquitte de ce mandat principalement par l'intermédiaire des comités suivants :

- Le comité de direction est responsable d'assurer la surveillance de la gestion des risques d'entreprise : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir la tolérance au risque; ii) en s'assurant que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques pour vérifier s'il fonctionne efficacement.
- Le comité des stratégies de placement supervise la gestion des risques financiers auxquels est exposée la Société, soit le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité et de financement : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques financiers conformément au niveau de tolérance; ii) en contrôlant la mise en œuvre et le maintien des politiques, procédures et contrôles appropriés en vue de gérer les risques financiers, iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques financiers pour s'assurer qu'il fonctionne efficacement.
- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières liées à la surveillance des risques, puisqu'il supervise les informations financières à fournir, les contrôles internes et l'environnement de contrôle, ainsi que les activités de conformité de la Société.
- Les comités qui suivent ont des responsabilités particulières liées à la surveillance des risques : i) le comité de rémunération, qui supervise les politiques et pratiques de rémunération; ii) le comité de gouvernance et des candidatures, qui supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise; iii) le comité des entités

reliées et de révision, qui supervise des conflits d'intérêts et qui recommande au conseil un code de conduite professionnelle et de déontologie.

Le comité directeur de gestion des risques est constitué des coprésidents et chefs de la direction, du chef des services financiers, ainsi que du chef du contentieux et du chef de la conformité. Le comité est responsable d'assurer la surveillance du processus de gestion des risques de la Société : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque de la Société; iii) en s'assurant que le profil de risque de la Société et ses processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque de la Société; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation concernées, soit le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel, ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit : i) établir et assurer le respect des procédures de mise en évidence, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques; ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques; iii) cibler les occasions de réduire ou de transférer les risques; iv) harmoniser les stratégies opérationnelles et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité de gestion des risques.

Le service de gestion des risques assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité de gestion des risques. Il est également responsable de ce qui suit : i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques d'entreprise; ii) gérer le processus de gestion des risques d'entreprise; iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien. Un comité d'examen technique constitué de dirigeants chevronnés soutient le service de gestion des risques en procédant à un examen critique des évaluations des risques effectuées par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien. Les autres responsabilités de surveillance sont assumées par divers groupes de la Société : a) les groupes de conformité des ventes et de l'entreprise, qui sont chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements; b) la fonction de gestion des risques financiers, qui est indépendante du service des finances, à qui incombe la responsabilité d'effectuer une évaluation des procédures de

gestion des risques financiers et de l'exposition à ces risques ainsi que d'assurer la conformité à la politique de placement et aux autres politiques pertinentes.

Le service d'audit interne fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques sont efficaces.

RISQUE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société gère activement les risques qui découlent de l'utilisation d'instruments financiers. Ces risques comprennent les risques de liquidité et de financement, de crédit et de marché.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement correspond au risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance. Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- Le contrôle à l'égard des processus de gestion des liquidités.
- La simulation de crise sous divers scénarios opérationnels.
- La supervision de la gestion des liquidités par les comités du conseil d'administration.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2013 et de 2012, la Société a :

- obtenu une marge de crédit engagée de 200 M\$ afin de financer ses activités hypothécaires.
- ajouté une facilité engagée supplémentaire de PCAA commandité par une banque canadienne.
- élargi ses canaux de financement grâce à l'émission des premiers titres hypothécaires consortiaux en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* de la Société pour un montant de 224 M\$.

- continué d'évaluer des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé en matière de liquidités pour la Société. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement continuent d'être financées au moyen des flux de trésorerie opérationnels.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires. Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels sont vendus aux parties suivantes ou titrisés :

- Le Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et le Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors.
- Des tiers, incluant la SCHL ou des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes.
- Des investisseurs institutionnels, grâce à des placements privés.

Certaines filiales de la Société sont des émettrices autorisées de TH LNH et des vendeuses autorisées dans le cadre du Programme OHC. Ce statut d'émetteur et de vendeur procure à la Société des sources de financement additionnelles pour les prêts hypothécaires résidentiels. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation, lesquelles sont susceptibles de changer. Les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires est fonction de la conjoncture, qui est sujette à changement.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 22.

TABLEAU 22 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Au 31 décembre 2013 (en M\$)	À VUE	MOINS DE UN AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Instruments financiers dérivés	- \$	11,0 \$	24,5 \$	- \$	35,5 \$
Dépôts et certificats	160,9	9,8	11,1	4,6	186,4
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	-	890,5	4 648,7	32,9	5 572,1
Dettes à long terme	-	-	150,0	1 175,0	1 325,0
Contrats de location simple ¹	-	53,5	147,3	65,4	266,2
Financement des régimes de retraite ²	-	20,0	-	-	20,0
Total des obligations contractuelles	160,9 \$	984,8 \$	4 981,6 \$	1 277,9 \$	7 405,2 \$

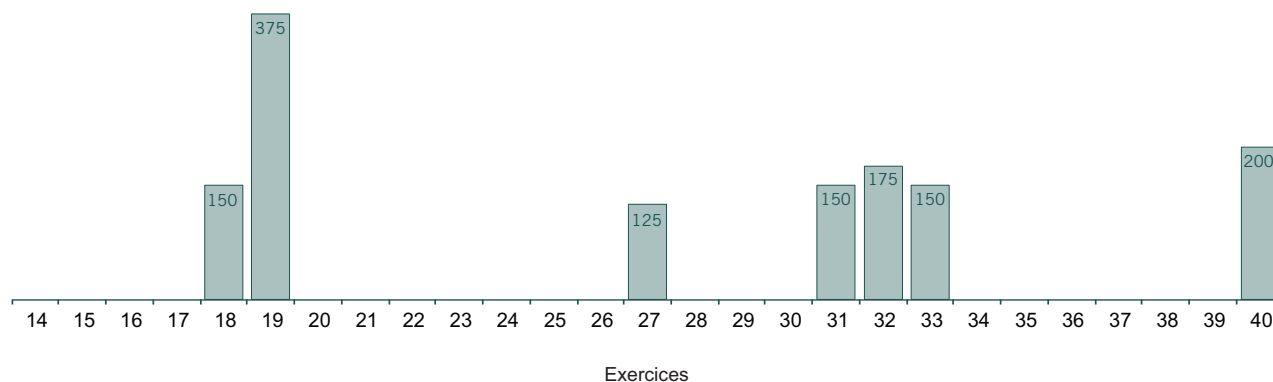
1. Comprend les locaux pour bureaux et le matériel utilisés dans le cours normal des activités.

Les paiements au titre des contrats de location sont imputés au bénéfice sur la période d'utilisation.

2. Les exigences liées au financement des régimes de retraite au-delà de 2014 pourraient connaître d'importantes variations et seront établies en fonction des évaluations actuarielles futures. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de financement.

Échéances de la dette à long terme

(en M\$)



L'échéancier de la dette à long terme de 1 325 M\$, qui ne comporte aucun remboursement sur la dette venant à échéance avant 2018, est présenté dans le graphique intitulé « Échéances de la dette à long terme ».

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 525 M\$ au 31 décembre 2013, soit le même montant qu'au 31 décembre 2012. Les marges de crédit au 31 décembre 2013 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 350 M\$ (350 M\$ en 2012) et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$ (175 M\$ en 2012). La Société a déjà accédé à ses marges de crédit non engagées par le passé. Cependant, toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Aux 31 décembre 2013 et 2012, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées, ni sur ses marges de crédit non engagées.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2012, a été produite. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un déficit de solvabilité de 106,3 M\$, comparativement à un excédent de solvabilité constaté lors de la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2009. Le déficit de solvabilité résulte principalement de la baisse des taux d'intérêt et devra être capitalisé sur cinq ans. En 2013, la Société a versé des cotisations de 36,1 M\$ (néant en 2012). La Société prévoit verser des cotisations d'environ 20,0 M\$ en 2014. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation. Les exigences en matière de capitalisation

après 2014 pourraient connaître d'importantes variations et seront établies en fonction des évaluations actuarielles futures.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie opérationnels, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment les résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2012.

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Au 31 décembre 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 1 082,4 M\$ (1 059,1 M\$ en 2012) étaient composés de soldes de trésorerie de 88,8 M\$ (100,8 M\$ en 2012) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 993,6 M\$ (958,3 M\$ en 2012). Les équivalents de trésorerie sont

constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 41,8 M\$ (233,1 M\$ en 2012), de papier commercial de 564,1 M\$ (472,6 M\$ en 2012) garanti par les gouvernements provinciaux et fédéral et d'acceptations bancaires de 387,7 M\$ (252,6 M\$ en 2012) émises par des banques à charte canadiennes. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable. La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

Au 31 décembre 2012, les titres classés à la juste valeur par le biais du résultat net comprenaient les Obligations hypothécaires du Canada d'une juste valeur de 225,5 M\$. Le placement dans ces obligations a été cédé au cours du troisième trimestre de 2013.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des portefeuilles de prêts hypothécaires relatifs aux activités bancaires hypothécaires et d'intermédiaire de la Société et la suffisance de la provision collective. Au 31 décembre 2013, les prêts hypothécaires totalisaient 5,9 G\$ (4,9 G\$ en 2012) et comprenaient les prêts hypothécaires résidentiels qui sont :

- vendus dans le cadre de programmes de titrisation, prêts qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 5,5 G\$, comparativement à 4,6 G\$ au 31 décembre 2012. Au 31 décembre 2013, un passif correspondant de 5,6 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 4,7 G\$ au 31 décembre 2012.
- liés aux activités bancaires hypothécaires de la Société, prêts qui sont classés comme détenus à des fins de transaction et qui totalisaient 324,3 M\$, comparativement à 248,8 M\$ au 31 décembre 2012. Ces prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.
- liés aux activités d'intermédiaire de la Société, prêts qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 36,4 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 35,1 M\$ au 31 décembre 2012.

Au 31 décembre 2013, les portefeuilles de prêts hypothécaires relatifs aux activités d'intermédiaire de la Société étaient diversifiés sur le plan géographique et étaient composés à 100 % de prêts résidentiels (100 % en 2012), dont 88,6 % étaient assurés (86,2 % en 2012). Au 31 décembre 2013, les prêts hypothécaires douteux étaient de néant, comme au 31 décembre 2012. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours, établis à néant, n'avaient pas changé par rapport au 31 décembre 2012. Les caractéristiques des portefeuilles de prêts hypothécaires n'ont pas changé de façon significative en 2013.

Les TH LNH et le Programme OHC exigent que tous les prêts hypothécaires titrisés soient assurés par un assureur

approuvé en cas de défaut. Les programmes de PCAA n'exigent pas que les prêts hypothécaires soient assurés; toutefois, au 31 décembre 2013, 58,9 % de ces prêts étaient assurés, comparativement à 66,6 % au 31 décembre 2012. Au 31 décembre 2013, le portefeuille de prêts titrisés et les prêts hypothécaires résidentiels classés comme détenus à des fins de transaction étaient assurés dans une proportion de 86,1 %, contre 88,3 % au 31 décembre 2012. Au 31 décembre 2013, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 1,8 M\$, comparativement à 1,0 M\$ au 31 décembre 2012. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 0,9 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 0,6 M\$ au 31 décembre 2012.

La Société conserve certains éléments du risque de crédit associé aux prêts titrisés. Au 31 décembre 2013, les prêts titrisés étaient assurés contre les pertes sur créances dans une proportion de 87,4 %, comparativement à 90,2 % au 31 décembre 2012. Le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société se limite à ses droits conservés. La juste valeur des droits conservés de la Société dans les prêts hypothécaires titrisés se chiffrait à 112,5 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 69,1 M\$ au 31 décembre 2012. Les droits conservés incluent ce qui suit :

- *Les comptes de réserve en trésorerie et les droits aux produits d'intérêts nets futurs*, qui se chiffraient à 29,0 M\$ (23,7 M\$ en 2012) et à 99,7 M\$ (101,6 M\$ en 2012), respectivement, au 31 décembre 2013. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

La tranche de ce montant relative aux fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes de 59,0 M\$ (55,1 M\$ en 2012) est subordonnée aux droits de la fiducie et représente l'exposition maximale au risque de crédit lié aux défauts de paiement des emprunteurs à l'échéance. Le risque de crédit lié à ces prêts hypothécaires est atténué par l'assurance relative à ces prêts hypothécaires, dont il a déjà été question, et le risque de crédit de la Société relatif aux prêts assurés incombe à l'assureur.

Les droits aux produits d'intérêts nets futurs en vertu des TH LNH et du Programme OHC totalisaient 69,7 M\$ (70,2 M\$ en 2012). Conformément aux TH LNH et au Programme OHC, la Société a l'obligation d'effectuer des paiements ponctuels aux porteurs de titres, que les montants aient été reçus ou non des débiteurs hypothécaires. Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Les prêts hypothécaires en cours titrisés en vertu de ces programmes totalisent 3,8 G\$, comparativement à 3,3 G\$ au 31 décembre 2012.

- *La juste valeur des swaps liés au compte de réinvestissement du capital*, qui s'établissait à un montant négatif de 16,2 M\$ au 31 décembre 2013 (56,2 M\$ en 2012), et qui est reflétée dans le bilan de la Société. Ces swaps représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Le montant notionnel de ces swaps était de 1 023,4 M\$ au 31 décembre 2013 (931,5 M\$ en 2012).

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La provision collective pour créances douteuses de la Société se chiffrait à 0,7 M\$ au 31 décembre 2013, soit le même montant qu'au 31 décembre 2012. La direction considère que cette provision est adéquate pour absorber toutes les pertes sur créances liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes :

- La politique de prêt, les normes de souscription et les capacités de gestion des prêts de la Société.
- Le fait que la Société monte ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de conseillers et de spécialistes en planification hypothécaire, dans le cadre du plan financier exhaustif d'un client.
- La qualité du portefeuille de prêts hypothécaires de la Société, fondée sur i) l'historique du rendement du crédit et les tendances récentes; ii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iii) la simulation régulière de crise à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.
- L'existence d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2012.

La Société utilise des dérivés négociés sur le marché hors cote pour couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associés à ses activités bancaires hypothécaires et à ses activités de titrisation, ainsi que le

risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

La Société participe au Programme OHC en concluant des swaps adossés, en vertu desquels les banques à charte canadiennes de l'annexe I désignées par la Société agissent à titre d'intermédiaires entre la Société et la Fiducie du Canada pour l'habitation. La Société reçoit des coupons liés aux TH LNH et aux réinvestissements de capital admissibles et paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut également des swaps de taux d'intérêt compensatoires avec ces mêmes banques afin de couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associés au Programme OHC. Au 31 décembre 2013, la juste valeur négative de ces swaps totalisait 16,8 M\$ (26,5 M\$ en 2012) et le montant notionnel en cours s'élevait à 6,8 G\$ (5,7 G\$ en 2012). Certains de ces swaps concernent des prêts hypothécaires titrisés qui ont été constatés dans le bilan de la Société, assortis d'une obligation connexe. Par conséquent, ces swaps, d'un montant notionnel en cours de 3,6 G\$ (3,3 G\$ en 2012) et d'une juste valeur négative de 28,1 M\$ (29,2 M\$ en 2012), ne sont pas reflétés dans le bilan. Les swaps liés au compte de réinvestissement du capital et les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement, d'un montant notionnel en cours de 3,2 G\$ (2,4 G\$ en 2012) et d'une juste valeur de 11,2 M\$ (2,7 M\$ en 2012), sont reflétés dans le bilan. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps qui étaient en position de profit, totalisait 46,9 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 63,1 M\$ au 31 décembre 2012.

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires titrisés par l'intermédiaire de programmes de PCAA commandité par des banques canadiennes. La juste valeur négative de ces swaps de taux d'intérêt totalisait 0,9 M\$ (4,9 M\$ en 2012) sur un montant notionnel en cours de 66,0 M\$ au 31 décembre 2013 (435,0 M\$ en 2012). L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps qui étaient en position de profit, était de néant au 31 décembre 2013, comparativement à 0,2 M\$ au 31 décembre 2012.

Les swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt de la Société lié à son placement dans les Obligations hypothécaires du Canada ont été réglés au cours du troisième trimestre de 2013.

La Société conclut d'autres contrats d'instruments dérivés, qui sont principalement composés de swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires détenus par la Société en attendant leur vente ou à l'égard desquels elle s'est engagée, ainsi que des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré sur les actions ordinaires de la Société financière IGM

utilisés afin de couvrir les accords de rémunération différée. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré était de 11,5 M\$ sur un montant notionnel en cours de 154,0 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à une juste valeur de 0,1 M\$ sur un montant notionnel en cours de 124,5 M\$ au 31 décembre 2012. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur de ces instruments qui sont en position de profit, était de 11,5 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 1,6 M\$ au 31 décembre 2012.

Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 58,4 M\$ (64,9 M\$ en 2012), ne donne pas effet à des conventions de compensation ni à des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des arrangements de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 3,9 M\$ au 31 décembre 2013 (néant en 2012). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 décembre 2013. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2012.

Se référer aux notes 2, 6 et 21 des états financiers consolidés pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

Risque de marché

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers. La majorité des instruments financiers de la Société sont libellés en dollars canadiens et ne sont pas exposés de façon importante aux fluctuations des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire.

Par la gestion de son bilan, la Société cherche à contrôler les risques de taux d'intérêt liés à ses activités d'intermédiaire en gérant activement son exposition au risque de taux d'intérêt. Au 31 décembre 2013, l'écart total entre l'actif et le passif au titre des dépôts respectait les lignes directrices de la filiale de la Société qui est une fiducie.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur ses activités bancaires hypothécaires comme suit :

- Dans le cadre de certaines de ses transactions de titrisation avec des fiducies de titrisation commanditées par des banques, la Société a financé des prêts hypothécaires à taux fixe au moyen de PCAA à taux variable. Afin de couvrir le risque lié à la hausse des taux du PCAA, la Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I. La Société demeure toutefois exposée au risque de corrélation, c'est-à-dire que les taux du PCAA soient plus élevés que ceux des acceptations bancaires qu'elle obtient à l'égard de ses couvertures.
- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable diminuent. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société a également droit au rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur les prêts hypothécaires titrisés et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada, qui sont habituellement à taux fixe. La Société couvre le risque que le rendement résultant du réinvestissement diminue en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I.
- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires détenus par la Société ou à l'égard desquels elle s'est engagée. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires qu'elle détient. Au 31 décembre 2013, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été une diminution d'approximativement 1,6 M\$. L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2012.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses fonds d'investissement exclusifs classés comme disponibles à la vente et sur ses titres de capitaux propres et ses fonds d'investissement exclusifs classés à la juste valeur par le biais du résultat net comme l'illustre le tableau 16. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans les Autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée dans le cadre desquelles le paiement aux participants est lié au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré de la Société financière IGM s'établissait à 131,8 G\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 120,7 G\$ au 31 décembre 2012.

La Société est assujettie au risque de volatilité de l'actif découlant de l'évolution des marchés financiers et boursiers canadiens et internationaux. Les mouvements dans ces marchés ont occasionné par le passé, et occasionneront dans l'avenir, des fluctuations de l'actif géré, des produits et du bénéfice de la Société. La conjoncture économique mondiale, exacerbée par les crises financières, les mouvements des marchés boursiers, les taux de change, les taux d'intérêt, les taux d'inflation, les courbes de rendement, les défaillances des contreparties des dérivés et d'autres facteurs difficiles à prédire, comme l'instabilité politique et gouvernementale, a une incidence sur la composition, les valeurs de marché et les niveaux de l'actif géré.

L'actif géré de la Société peut être assujetti à des rachats imprévus par suite de tels événements. Une conjoncture évolutive peut aussi occasionner une variation de la composition de l'actif entre les actions et les titres à revenu fixe en raison du rendement du marché et des produits, ainsi que des flux de trésorerie nets, qui pourrait donner

lieu, selon la nature de l'actif géré et le niveau des frais de gestion réalisés par la Société, à une baisse des produits et du bénéfice.

Les taux d'intérêt, qui affichent une faiblesse sans précédent, ont fait baisser de façon importante les rendements des fonds communs de placement du marché monétaire et de gestion du rendement de la Société. Depuis 2009, le Groupe Investors et Mackenzie ont renoncé à une partie des honoraires de gestion ou absorbé certaines charges en vue de s'assurer que ces fonds maintiennent des rendements positifs. La Société effectue un examen continu de ses pratiques à cet égard en réponse à l'évolution de la conjoncture.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 23 et décrits dans les sections des résultats opérationnels par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du présent rapport de gestion.

La Société financière IGM fournit à ses conseillers attirés, aux conseillers financiers indépendants ainsi qu'aux investisseurs institutionnels et aux clients associés aux alliances stratégiques un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, répartis par catégorie d'actif, pays ou région et style de gestion qui, à leur tour, devraient permettre de maintenir de solides relations avec la clientèle et d'enregistrer des taux de rachat plus bas. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement la tarification de leurs produits afin d'assurer leur compétitivité sur le marché compte tenu de la nature et de la qualité des services fournis. Au troisième trimestre de 2012, le Groupe Investors a apporté des améliorations touchant la tarification et les produits de sa gamme de fonds communs de placement, comme il en a déjà été question à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

Le secteur des fonds communs de placement et les conseillers financiers continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers attirés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

TABLEAU 23 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

Aux 31 décembre	2013	2012
Société financière IGM Inc.		
Groupe Investors	9,4 %	10,0 %
Mackenzie	16,0 %	17,9 %
Counsel	13,2 %	14,3 %

AUTRES FACTEURS DE RISQUE

Risque de distribution

Réseau de conseillers du Groupe Investors – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats opérationnels et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur la croissance de son réseau de conseillers et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

Mackenzie – La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers indépendants offrent également à leurs clients des produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et services d'investissement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats opérationnels et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités de Mackenzie » du présent rapport de gestion.

Le cadre réglementaire

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autoréglementation auxquels elles appartiennent. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent les exigences qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en Bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée aux marchés des valeurs mobilières, à l'offre de produits et de services financiers, y compris la gestion de fonds, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont de plus en plus nombreuses. La Société et ses filiales sont assujetties aux examens de réglementation dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à la réglementation en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. Elle surveille les faits nouveaux en matière de réglementation et leur incidence sur la Société. Elle poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, la formation, les tests, le contrôle et la présentation de l'information. Le comité d'audit de la Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société

comprennent les frais réglementaires, le traitement fiscal, les obligations d'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation distincte ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification, ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, forment des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

Éventualités

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence négative significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Risque lié aux acquisitions

Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des résultats ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

Risque lié aux modèles

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée de la Société.

Perspectives

LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

Les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 3,1 billions de dollars au 31 décembre 2012 (source : Investor Economics). Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Plus de 60 % (1,9 billion de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire aux besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 1,2 billion de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 70 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société, et le modèle d'entreprise de la Société a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent de meilleurs résultats financiers que les Canadiens qui n'en consultent pas. La Société fait activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 35 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 1,1 billion de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2012, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 75 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en Bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds communs de placement chiffré à 118 G\$, la Société fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

La concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et services exclusifs. Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à IGM, qui offrent tant des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises affiliées représentait 53 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 30 septembre 2013.

Par suite des regroupements des dernières années, le secteur canadien de la gestion des fonds communs de placement se caractérise par de grandes entreprises, souvent à intégration verticale. Le secteur continue d'être très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 84 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 30 septembre 2013. La direction prévoit que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

La direction est d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter.
- L'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique.
- L'importance réitérée du rôle du conseiller financier.
- Les politiques publiques quant à l'épargne-retraite.
- Les changements au cadre réglementaire.
- L'environnement concurrentiel en pleine évolution.
- L'évolution et les changements de la technologie.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurances. Le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et leurs produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences des clients pourraient influencer sur les caractéristiques des gammes de produits et services offertes par la Société, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. La Société assure un suivi continu, participe aux discussions sur les politiques et adapte son offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires. La direction est d'avis que la Société est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir.

La Société dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- Une distribution vaste et diversifiée, axée sur les canaux qui mettent l'accent sur une planification financière exhaustive grâce à une relation avec un conseiller financier.
- Une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Des relations durables avec ses clients, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.
- Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power.

Une distribution vaste et diversifiée

La vigueur du volet distribution de la Société financière IGM est un avantage concurrentiel. En plus de détenir deux des principales organisations de planification financière canadiennes, le Groupe Investors et Investment Planning Counsel, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des complexes manufacturiers et de distribution canadiens et américains afin d'offrir des services de gestion de placements à plusieurs mandats de fonds d'investissement de détail.

Une vaste gamme de produits

Les filiales de la Société financière IGM continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour les clients.

Des relations durables

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers entretiennent avec les clients. De plus, les filiales de la Société peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power

À titre de membre du groupe de sociétés de la Financière Power, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

Estimations et méthodes comptables critiques

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Pour rédiger des états financiers conformément aux IFRS, la direction doit exercer son jugement lors de l'adoption de méthodes comptables, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers consolidés et les notes annexes. En appliquant ces méthodes, la direction porte des jugements subjectifs et complexes qui nécessitent souvent des estimations à l'égard de questions essentiellement incertaines. Bon nombre de ces méthodes sont courantes dans le secteur des services financiers, tandis que d'autres sont propres aux activités et aux secteurs opérationnels de la Société financière IGM. Les principales méthodes comptables de la Société financière IGM sont décrites en détail à la note 2 des états financiers consolidés.

Les estimations comptables critiques concernent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill et les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente différées, les provisions et les avantages du personnel.

Les principales estimations comptables critiques sont résumées ci-après.

- *Juste valeur des instruments financiers* – Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des prêts, des dépôts et des certificats, des obligations à l'égard d'entités de titrisation et de la dette à long terme, qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur des instruments financiers négociés sur le marché est déterminée au moyen des cours de marché. Lorsque les cours de marché ne sont pas disponibles, la juste valeur des instruments financiers, y compris les dérivés relatifs aux prêts titrisés de la Société, est déterminée au moyen de divers modèles d'évaluation, qui maximisent l'utilisation des données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées par les modèles d'évaluation sont examinées sur une base continue. Les modifications apportées à ces hypothèses ou aux méthodes d'évaluation pourraient donner lieu à des changements importants sur le plan du bénéfice net.

Les placements dans des fonds communs de placement exclusifs sont classés comme étant disponibles à la vente. Les profits et les pertes latents sur les titres sont comptabilisés dans les Autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou qu'il existe une indication objective d'une perte de valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat. La direction examine régulièrement les titres classés comme disponibles à la vente pour déterminer s'il existe une indication objective d'une perte de valeur. La Société tient compte de facteurs tels que la nature du placement et le laps de temps pendant lequel la juste valeur est inférieure au coût. Une modification

importante dans cette évaluation pourrait se traduire par la constatation dans le bénéfice net de pertes latentes. En 2013, la Société a évalué les titres disponibles à la vente et a établi que ces titres n'avaient pas subi de dépréciation.

- *Goodwill et immobilisations incorporelles* – Le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont présentés à la note 10 des états financiers consolidés. La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut avoir subi une perte de valeur. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins d'évaluation de la valeur recouvrable, la Société utilise des démarches d'évaluation comprenant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et l'application des multiples de capitalisation aux paramètres financiers et opérationnels fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables. Les hypothèses et les estimations utilisées tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, des taux d'actualisation, ainsi que des multiples de capitalisation.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en fonction des données financières au 31 mars 2013 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de baisse de valeur.

- *Impôt sur le résultat* – La charge d'impôt sur le résultat est calculée en fonction du traitement fiscal prévu des transactions comptabilisées dans les comptes consolidés de résultat. L'établissement de la charge d'impôt sur le résultat nécessite une interprétation de la législation fiscale dans un certain nombre de territoires. La planification fiscale peut permettre à la Société d'enregistrer un impôt sur le résultat moins élevé dans l'exercice considéré, et l'impôt sur le résultat

des exercices antérieurs peut être ajusté dans l'exercice considéré afin de refléter les meilleures estimations de la direction quant à la suffisance de ses provisions. Tout avantage fiscal s'y rapportant et tout changement des meilleures estimations de la direction sont reflétés dans la charge d'impôt. La constatation des actifs d'impôt différé s'appuie sur l'hypothèse émise par la direction selon laquelle le résultat futur suffira pour réaliser l'avantage futur. Le montant des actifs ou passifs d'impôt différé comptabilisé repose sur les meilleures estimations de la direction quant au moment de la réalisation de l'actif ou du passif. Si l'interprétation de la législation fiscale de la Société diffère de celle des autorités fiscales ou que la reprise n'a pas lieu au moment prévu, la charge d'impôt sur le résultat pourrait augmenter ou diminuer au cours de périodes futures. Pour de plus amples renseignements sur l'impôt sur le résultat, se reporter au Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion et à la note 14 des états financiers consolidés.

- *Commissions de vente différées* – Les commissions versées à la vente de certains produits de fonds communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente différées à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société a, entre autres, effectué le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente différées par rapport à sa valeur comptable. Au 31 décembre 2013, les commissions de vente différées ne montraient aucun signe de dépréciation.
- *Provisions* – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, une estimation unique, la moyenne pondérée de tous les résultats possibles et la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles sont considérées. Un changement important dans l'évaluation de la probabilité ou de la meilleure estimation pourrait donner lieu à des ajustements supplémentaires du bénéfice net.
- *Avantages du personnel* – La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime enregistré de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « RRSD ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles. Le régime

de retraite à prestations définies enregistré capitalisé offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. La date d'évaluation des actifs du régime de retraite à prestations définies de la Société et des obligations au titre des prestations constituées pour tous les régimes de retraite à prestations définies est le 31 décembre.

En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul du passif au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses incluant les taux d'actualisation, les taux de rendement des actifs, les niveaux et les types d'avantages offerts, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une note AA. Toutes les autres hypothèses sont formulées par la direction et examinées par des actuaires indépendants qui calculent les charges de retraite, les autres charges au titre des prestations constituées futures et obligations au titre des prestations constituées futures. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles donnera lieu à un écart actuariel, ainsi qu'à des modifications à la charge au titre des avantages. La Société constate les écarts actuariels de tous ses régimes de retraite à prestations définies dans les Autres éléments du résultat global.

En 2013, le rendement des actifs du régime de retraite à prestations définies a bénéficié de la conjoncture favorable. Le rendement des obligations de sociétés a augmenté en 2013, ce qui a eu une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour évaluer le passif au titre des prestations constituées de la Société. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer le passif au titre des prestations constituées relatif au régime de retraite à prestations définies au 31 décembre 2013 était de 5,05 %, comparativement à 4,45 % au 31 décembre 2012. L'actif du régime de retraite a augmenté pour atteindre 276,0 M\$ au 31 décembre 2013, par rapport à 213,9 M\$ au 31 décembre 2012. La hausse des actifs du régime est attribuable au rendement du marché de 32,0 M\$; ce montant comprend des produits d'intérêts de 9,8 M\$ calculés en fonction du taux d'actualisation, qui ont été constatés comme une réduction des charges au titre des régimes de retraite, et des gains actuariels de 22,2 M\$ qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du bénéfice global. De plus, les actifs ont augmenté par suite de l'achèvement de l'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société qui a donné lieu au versement, par la Société, de cotisations de 36,1 M\$ au régime de retraite. La hausse du taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au

titre du régime de retraite à prestations définies a entraîné des gains actuariels de 39,1 M\$ qui ont été constatés dans les Autres éléments du résultat global. Les hypothèses démographiques et les ajustements liés aux résultats techniques ont été révisés en fonction de l'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation, qui a entraîné des pertes actuarielles de 13,4 M\$ et de 15,8 M\$, respectivement. L'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies totalisait 319,7 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 306,5 M\$ au 31 décembre 2012. Par suite de ces changements, le régime de retraite à prestations définies a constaté un passif au titre des prestations constituées de 43,7 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 92,5 M\$ à la fin de 2012. Le passif au titre des prestations constituées relativement au RRSD non capitalisé et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi s'est chiffré à 47,1 M\$ et à 44,3 M\$, respectivement, au 31 décembre 2013, comparativement à 46,9 M\$ et à 42,0 M\$ en 2012.

Une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation utilisé en 2013 entraînerait une variation de 14,8 M\$ de l'obligation au titre des prestations constituées, de 13,6 M\$ des autres éléments du résultat global et de 1,2 M\$ de la charge au titre des régimes de retraite. Des renseignements additionnels concernant la comptabilisation par la Société des régimes de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi et des sensibilités connexes sont présentés aux notes 2 et 13 des états financiers consolidés.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 10, États financiers consolidés

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté IFRS 10, qui présente un modèle de consolidation unique pour toutes les entités. Cette norme porte sur le contrôle, y compris les droits détenus par un investisseur quant aux rendements variables liés à sa participation dans l'entité émettrice et la capacité de l'investisseur d'influer sur ces rendements grâce au pouvoir qu'il exerce sur l'entité émettrice. Cette norme n'a pas d'incidence importante sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté IFRS 12, qui intègre dans une seule norme toutes les dispositions relatives aux informations à fournir en ce qui concerne les intérêts dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées non consolidées. Ces informations permettent d'évaluer la nature des intérêts d'une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont liés, de même que l'incidence de ces intérêts sur les états financiers de l'entité. Des informations supplémentaires ont été ajoutées aux états financiers consolidés de la Société (notes 2, 4 et 8).

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté IFRS 13, qui regroupe dans une seule norme toutes les directives relatives à l'information à fournir et à l'évaluation de la juste valeur. La juste valeur se définit comme le prix qui serait reçu à la vente d'un actif ou versé lors du transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché. Cette norme n'a pas d'incidence importante sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société, mais elle nécessite la présentation d'information supplémentaire relative à l'évaluation de la juste valeur (se reporter à la note 22 des états financiers consolidés de la Société). La norme a été appliquée de façon prospective.

IAS 1, Présentation des états financiers

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté les modifications à IAS 1 en ce qui concerne la présentation des autres éléments du résultat global. Ces modifications ont pour principal effet d'obliger les entités à regrouper les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global selon qu'ils pourraient être ou non reclassés ultérieurement en résultat net. La norme modifiée ne concerne que la présentation et n'a pas d'incidence sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société. Les modifications ont été appliquées de manière rétroactive.

IAS 19, Avantages du personnel

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté les changements à IAS 19, qui modifient les critères d'évaluation, de présentation et d'information à fournir applicables aux régimes à prestations définies. La norme a été appliquée de façon rétroactive et les données des bilans consolidés et des comptes de résultat et états du résultat global pour les périodes comparatives ont été retraitées. Les dispositions transitoires énoncées dans IAS 19 n'ont pas d'incidence sur les périodes à venir. Au nombre des changements apportés figure ce qui suit :

- Des changements dans la comptabilisation des coûts des services passés. Les coûts des services passés découlant des changements ou des réductions des régimes sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle les changements ou les réductions sont survenus, sans égard à l'acquisition des droits.
- L'élimination du concept de rendement attendu des actifs. IAS 19 révisée exige le recours au taux d'actualisation plutôt qu'au rendement attendu des actifs pour déterminer la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite. L'élimination du concept de rendement attendu des actifs fait baisser le bénéfice net, et cette baisse est contrebalancée par une diminution des pertes actuarielles comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.
- L'élimination de la méthode du report (l'approche du corridor) lors de la comptabilisation des écarts actuariels en résultat net. Les écarts actuariels doivent être comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global. Les écarts actuariels comptabilisés dans

les autres éléments du résultat global ne sont pas reclassés en résultat net au cours de périodes ultérieures. Par le passé, la Société comptabilisait ses pertes actuarielles dans les autres éléments du résultat global et les bénéfices non distribués. Les écarts actuariels ne sont plus imputés directement aux bénéfices non distribués; ils sont plutôt comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. La Société a reclassé dans le cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) les pertes actuarielles auparavant constatées dans les bénéfices non distribués à compter du 1^{er} janvier 2010.

Le tableau 24 illustre l'incidence du changement de méthode comptable sur le bénéfice global et sur les bilans consolidés. Se reporter aux notes 2 et 13 des états financiers consolidés pour plus de renseignements.

Le 1^{er} janvier 2013, Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») a aussi adopté les modifications à IAS 19. L'application rétroactive de cette norme a fait baisser la participation dans une société affiliée de 20,7 M\$ au 31 décembre 2012 (14,0 M\$ au 1^{er} janvier 2012) et a entraîné une diminution du cumul des autres éléments du bénéfice global de 22,5 M\$ (16,2 M\$ au 1^{er} janvier 2012) et une augmentation des bénéfices non répartis de 1,8 M\$ (2,2 M\$ au 1^{er} janvier 2012). L'incidence sur la quote-part du résultat de la société affiliée n'est pas importante pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

TABLEAU 24 : INCIDENCE D'IAS 19 SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Incidence sur le bénéfice global

EXERCICES CLOS LES (en milliers de dollars)	31 DÉCEMBRE 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Charges autres que les commissions		
Rendement attendu de l'actif des régimes	5 600 \$	3 482 \$
Coût des services passés	588	588
	6 188	4 070
Impôt sur le résultat	(1 673)	(1 100)
Bénéfice net	(4 515)	(2 970)
Autres éléments du bénéfice global		
Avantages du personnel, déduction faite de l'impôt	4 087	2 542
Bénéfice global	(428) \$	(428) \$

Incidence sur les bilans consolidés

(en milliers de dollars)	31 DÉC. 2013	31 DÉC. 2012	1 ^{er} JANV. 2012
Actif			
Impôt sur le résultat différé	(1 288) \$	(1 504) \$	(1 719) \$
Passif et capitaux propres			
Autres passifs	(3 665) \$	(4 253) \$	(4 841) \$
Impôt sur le résultat différé	(292)	(348)	(403)
Bénéfices non distribués	71 261	95 572	55 761
Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	(68 592)	(92 475)	(52 236)
	(1 288) \$	(1 504) \$	(1 719) \$

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 9, *Instruments financiers*

L'IASB travaille actuellement à l'élaboration d'IFRS 9, qui remplacera IAS 39, la norme actuelle qui concerne la comptabilisation des instruments financiers. La mise en œuvre de cette norme comprend trois phases distinctes :

- Classement et évaluation : cette phase nécessite que les actifs financiers soient classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur, selon le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers, en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.
- Méthode de dépréciation : cette phase devrait remplacer le modèle actuel des pertes subies à l'égard de la dépréciation d'actifs financiers par un modèle des pertes attendues.
- Comptabilité de couverture : cette phase remplace les exigences actuelles liées à la comptabilité de couverture fondées sur des règles décrites dans IAS 39 par des lignes directrices qui alignent plus étroitement la comptabilisation sur les activités de gestion des risques d'une entité.

L'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sera évaluée au fur et à mesure que les phases du projet seront achevées. L'IASB devrait définir une date d'entrée en vigueur lorsque la norme sera presque achevée.

Autres

L'IASB entreprend actuellement plusieurs projets qui donneront lieu à des changements des IFRS existantes, lesquels pourraient avoir une incidence sur la Société :

Norme IFRS	Date d'émission prévue
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	
Classement et évaluation	T1/T2 2014 – Norme définitive
Dépréciation	T1/T2 2014 – Exposé-sondage
Comptabilité de couverture – macro-couvertures	T1 2014 – Document de travail
Contrats de location	T1 2014 – Nouvelles discussions
Comptabilisation des produits	T1 2014 – Norme définitive

Source : site Web des IFRS, à l'adresse www.ifrs.org

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société ont été conçus pour fournir une assurance raisonnable a) que l'information importante relative à la Société est communiquée aux coprésidents et chefs de la direction ainsi qu'au chef des services financiers par d'autres personnes, particulièrement pour la période au cours de laquelle les déclarations annuelles sont préparées et b) que l'information devant être présentée par la Société dans ses déclarations annuelles, ses déclarations intermédiaires ou dans d'autres rapports déposés ou présentés par celle-ci en vertu de la législation sur les valeurs mobilières est constatée, traitée, résumée et présentée dans les périodes de temps précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

La direction de la Société, sous la supervision des coprésidents et chefs de la direction ainsi que du chef des services financiers, a évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société. En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2013, les coprésidents et chefs de la direction et le chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société sont efficaces.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux IFRS. La direction de la Société est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière approprié.

Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites intrinsèques et pourraient devenir inadéquats par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

La direction de la Société, sous la supervision des coprésidents et chefs de la direction ainsi que du chef des services financiers, a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société suivant

les critères de l'Internal Control – Integrated Framework (le cadre COSO de 1992) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2013, les coprésidents et chefs de la direction et le chef des services financiers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est efficace pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux IFRS.

Au cours du quatrième trimestre de 2013, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société financière IGM conclut des opérations avec la Great-West, compagnie d'assurance-vie (la « Great-West »), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la « London Life ») et la Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la « Canada-Vie »), qui sont toutes des filiales d'une société affiliée, Lifeco. Ces transactions ont lieu dans le cours normal de ses activités et sont comptabilisées à la juste valeur, comme il est décrit plus loin.

- En 2013 et en 2012, la Société a fourni certains services administratifs à la Great-West et a reçu de cette même partie certains services administratifs, ce qui a permis aux deux organisations de profiter d'économies d'échelle et de domaines d'expertise.
- La Société distribue des produits d'assurance en vertu d'une entente de distribution avec la Great-West et la Canada-Vie et a reçu un montant de 76,7 M\$ (70,4 M\$ en 2012) en honoraires de distribution. La Société a reçu un montant de 16,2 M\$ (15,3 M\$ en 2012) et a versé un montant de 15,5 M\$ (12,6 M\$ en 2012) à la Great-West et à certaines filiales en contrepartie de services de sous-conseiller pour certains fonds d'investissement. La Société a payé un montant de 56,7 M\$ (52,9 M\$ en 2012) à la London Life relativement à la distribution de certains fonds communs de placement de la Société.
- Afin de gérer sa situation globale en matière de liquidités, la Société est active, par le truchement de ses activités bancaires hypothécaires, dans le domaine de la titrisation, et vend également des prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, les services relatifs à leur gestion étant entièrement inclus. En 2013, la Great-West et la London Life ont fait l'acquisition de prêts hypothécaires résidentiels de la Société totalisant 203,4 M\$, comparativement à 231,7 M\$ en 2012.

Après avoir obtenu une décision fiscale anticipée, la Société a conclu des transactions de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power :

- La Société a acquis des actions privilégiées à 6,01 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 1,25 G\$. La Société a émis des débentures à vue garanties à 6,00 % totalisant 1,25 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées. En date du 31 décembre 2013, la Société s'est prévalu de son droit juridiquement exécutoire de régler les actions privilégiées et les débentures sur une base nette.

- Le 7 janvier 2014, la Société a acquis des actions privilégiées à 4,51 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 1,67 G\$. La Société a émis des débentures à vue garanties à 4,50 % totalisant 1,67 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées. La Société possède le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette et entend se prévaloir de ce droit.

Les actions privilégiées et les débentures, ainsi que les produits de dividendes et les charges d'intérêts connexes, sont compensés dans les états financiers consolidés de la Société. Les économies d'impôt tiennent à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 8 et 25 des états financiers consolidés de la Société.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 décembre 2013, il y avait 252 309 767 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation.

Au 31 décembre 2013, il y avait 7 442 999 options sur actions en cours; de ce nombre, 2 943 693 pouvaient être exercées. Au 12 février 2014, il y avait 252 351 582 actions ordinaires en circulation et 7 103 778 options sur actions en circulation, dont 2 800 978 pouvaient être exercées.

Au 12 février 2014, des actions privilégiées perpétuelles totalisant 150 M\$ étaient en circulation, soit le même montant qu'au 31 décembre 2013.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.